ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

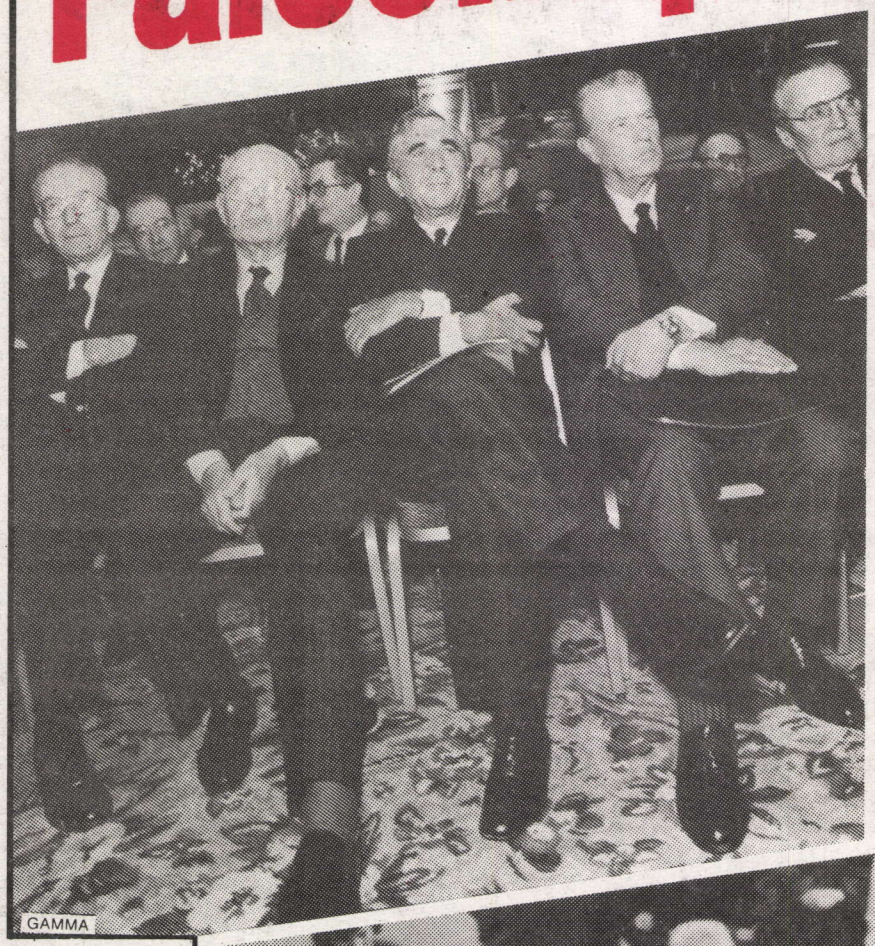
Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1287 - 5 mars 1993 - prix : 9 F

la campagne des candidats de Lutte Ouvrière

(p 8, 9)

C'EST LEUR BOURSE... OU NOTRE VIE

Faisons payer les riches !



GAMMA

L.O

M6189 - 1287 - 9,00 F

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

C'EST LEUR BOURSE... OU NOTRE VIE

Faisons payer les riches !

Tout le monde sait maintenant qu'aux élections du 21 mars prochain, le Parti Socialiste va perdre le pouvoir et la droite le remplacer au gouvernement. Quant au Parti Communiste, ses candidats vont, dans l'immense majorité des cas, disparaître dès le deuxième tour.

Ni les rares députés communistes qui seront élus, ni même les députés socialistes ne pourront en aucune façon influencer le futur gouvernement. D'ailleurs même actuellement où le PC critique le gouvernement socialiste, les députés communistes ne peuvent rien changer à la politique de ce dernier.

Les travailleurs savent qu'ils n'ont rien à attendre de ces élections. La victoire de l'Union de la gauche, en son temps, ne leur a pratiquement amené que des désillusions et bien entendu la droite au pouvoir fera la même chose que le Parti Socialiste.

Leurs prétendues solutions contre le chômage sont les mêmes : développer les petits boulots, diminuer les impôts et les charges sociales pour le patronat en provoquant ainsi la faillite de la Sécurité sociale, des caisses de chômage et même de l'Etat.

Et puis il est de plus en plus question, du Parti Socialiste à la droite en passant par les écologistes, de diminuer et les horaires et les salaires, en cherchant à faire passer cela pour de la solidarité afin d'éviter les licenciements. Cela n'en évitera en réalité pas un seul, cela y ajoutera simplement, et ouvertement, la baisse des salaires ! Il faut bien être un politicien vendu, un patron ou un petit-bourgeois écolo pour proposer cela.

* * *

Car la cause des licenciements, c'est tout simplement le besoin de profit du patronat. C'est grâce aux licenciements que les bénéfices de la bourgeoisie se sont maintenus ou ont même augmenté. Ces gens-là jettent des milliers de travailleurs à la rue, ruinent des villes ou des régions, mais ils s'en moquent, du moment que leurs profits s'accroissent.

"L'intérêt des entreprises" est une hypocrisie du patronat et des hommes politiques à son service. Dans les entreprises, il y a d'un côté les salaires, et de l'autre il y a les bénéfices. Du fait de la crise, la bourgeoisie vend moins, ou en tout cas ne vend pas plus, alors elle maintient ses profits, en diminuant la part des salaires ; c'est-à-dire qu'elle licencie.

Il n'y a pas d'intérêt commun entre la bourgeoisie et les travailleurs. Tous les sacrifices imposés pendant des années, sous prétexte de donner "la priorité à l'emploi", n'ont pas du tout servi à combattre le chômage. Les travailleurs ont été grugés car le blocage des salaires, la flexibilité, la réduction de la masse salariale ont tout simplement servi à augmenter les revenus du capital.

Ces sacrifices imposés aux travailleurs pendant des années ont servi exclusivement à enrichir encore le patronat et une minorité de parasites privilégiés. On connaît bien Calvet, le PDG de Peugeot-Citroën, pour ses discours provocants sur la "compétitivité". Il n'est pas pauvre bien sûr, mais il n'est encore qu'un paravent. Derrière lui, il y a encore la richissime famille Peugeot qui ne fait rien, pas même un discours, mais qui empoche les revenus du travail, y compris du sale travail de Calvet.

Oui, cette classe capitaliste qui voudrait nous convaincre que son système économique est le seul possible, est vraiment une classe parasite et nuisible. Tous ces gens qui détiennent les titres de propriété d'une entreprise se moquent bien de ce que leur entreprise produit et combien, de savoir si cela est utile à la société et combien de travailleurs cela fait vivre. La seule chose qui les intéresse, c'est qu'elle produise du profit.

C'est cela la vraie raison du chômage. Il ne s'agit pas de sauver "les entreprises", mais tout simplement de sauver les bénéfices !

* * *

Alors aujourd'hui, alors que ce patronat est lancé dans une nouvelle vague de licenciements qui est une véritable provocation à l'égard de l'ensemble de la classe ouvrière, nous devons dire : "C'est eux ou c'est nous !" C'en est assez ! Les travailleurs en ont déjà trop fait.

La bourgeoisie a accumulé des fortunes. Elle a de l'argent pour payer des pourboires, des pots-de-vin, des voyages des Mille et Une Nuits à ses larbins de la politique et de la presse ! Eh bien, maintenant, pour sauvegarder les emplois et les salaires, il faut prendre sur les bénéfices et, si cela ne suffit pas, sur toutes les fortunes accumulées.

Les travailleurs salariés, les ouvriers, doivent faire comme les paysans et les pêcheurs. La rapacité de la bourgeoisie ne sera arrêtée que par notre colère, sinon ils nous réduiront à la misère, voire à la famine.

Alors oui, c'est eux ou c'est nous. C'est leur bourse ou c'est la vie de centaines de milliers de travailleurs.

Bien sûr ce n'est pas dans les élections du 21 mars prochain que cela se fera. Et si Lutte Ouvrière y présente des candidats, c'est bien pour dire et redire cela. Ce sont 246 candidats qui veulent dire qu'il faudra faire rendre gorge à la bourgeoisie, comme le disent le vieux mais toujours actuel programme communiste et les paroles de l'Internationale, auxquels nous sommes, nous, restés fidèles.

Nos candidats ne diront pas : "Votez pour nous et nous ferons le reste". Ils diront à tous les travailleurs, et diront en particulier aux électeurs communistes et à ceux des électeurs socialistes qui appartiennent au monde du travail : "Votez avec nous, pour dire que ce doit être au tour des riches et du patronat de payer la crise dont ils sont responsables".

Et puis nous la leur ferons payer vraiment, et tous ensemble, mais autrement qu'avec nos bulletins de vote.

Arlette Laguiller

MITTERRAND DÉGAINE CONTRE L'ARTICLE 16 !

"J'ai demandé l'abrogation de l'article 16", vient de déclarer Mitterrand, comme on lance un pavé dans la mare électorale. Depuis novembre, un comité d'experts ès-Constitution planche sur la réforme de celle de la Vème République, dont l'article 16 permet, en cas de crise grave, d'accorder les pleins pouvoirs au président de la République. Cette réforme devrait être proposée le 10 mars prochain.

On nous dit qu'en 35 ans, seul De Gaulle a utilisé l'article 16 une fois, au moment du putsch des généraux d'Alger de 1961, le fameux *"quarteron de généraux félons"*, sans nous rappeler que ce recours à l'article 16 était à l'époque surtout un élément de la mise en scène orchestrée par De Gaulle pour rallier autour de sa personne tous les partis et tous les syndicats du pays.

Car, article 16 ou pas, la Vème République est depuis le début un régime qui donne de fait les pleins pouvoirs au président, transformant le Conseil des ministres et le Parlement en autant de chambres d'enregistrement des volontés de celui qui, depuis 1981, s'est même laissé surnommer "dieu". C'est dire !

Mais voilà, en vieux politicien façon IVème République, Mitterrand pratique depuis longtemps l'art du croc-en-jambe, y compris et de préférence en période électorale. Et comme l'article 16 a ses "pour" et ses "contre" jusque dans les rangs de l'actuelle opposition de droite, qui ne sont pas tous loin de là des enfants dévôts du général et de sa Constitution, Mitterrand vient donc de lancer une petite machine de guerre qui devrait raviver quelques querelles au sein de celle-ci. Cela viendra s'ajouter au "franc fort", à l'"Europe" et à quelques autres sujets-pièges du même tonneau.

Et comme, au sein de l'opposition, il y a bien une demi-douzaine de présidentiables (au moins autant que dans le camp mitterrandien), cela promet certainement quelques jolies fausses notes. Pour l'instant, on n'a entendu que la voix du gaulliste Juppé qui voit là une *"décision à courte vue prise pour des motifs pré-électoraux"*. Quelle perspicacité !

Evidemment, on pourrait aussi remarquer que Mitterrand, qui s'est bien plu pendant 12 ans dans les habits de président taillés par De Gaulle, a été bien lent à se souvenir qu'en 1958 - il y a 35 ans - il se disait un adversaire de cette Constitution et en particulier de cet article qui pouvait faire du président un "dictateur", menaçant le pays d'un *"coup d'Etat permanent"*.

Mais, après tout, il n'est pas le seul dans le camp socialiste à s'agiter ces jours-ci pour faire comme si les décisions qui n'ont pas été prises en douze ans pouvaient l'être à quelques jours, voire quelques heures de la fin du présent gouvernement.

J.F.

LE P.S. ET LES SUITES DU BIG BANG

Quelques jours après la déclaration de Rocard sur la nécessité d'une recomposition politique allant des rénovateurs du PCF aux centristes, en passant par les écologistes, les leaders du Parti Socialiste multiplient les petites phrases qui laissent entendre leur ralliement à cette proposition. Même ceux qui au départ l'avaient plutôt froidement accueillie.

AFP

Le Rocard du bébête show... Mais avant l'explosion annoncée, ne va-t-il pas laisser des plumes lors des prochaines élections ?

Ainsi Jospin, invité à l'*Heure de vérité*, après s'être déclaré *"à l'aise"* face à la proposition de Rocard, s'est prononcé pour *"aller vite"* dans ce sens ; dans un entretien publié le lendemain dans *Libération*, il s'affirme même *"prêt à discuter sans tabou de la question centriste"*. Invité pour sa part au *Grand jury-RTL*, Bérégovoy a trouvé que *"le big-bang"* était *"une bonne formule"*, car dit-il *"le Parti Socialiste doit se réformer, se rénover, se rajeunir"* et *"être ouvert"*. Quant à Kouchner, qui ne veut pas être en reste, il estime qu'*"il y a là un cadre, une ouverture, une proposition. C'est à nous de la saisir"*.

Jusqu'à Fabius pour qui cette démarche ne peut qu'être approuvée dans la mesure où elle *"permet de renforcer, rénover, respecter ce que nous sommes"*. Néanmoins, pour le premier secrétaire du PS qui a tout de même du mal à cacher sa mauvaise humeur face à son grand rival Rocard, la prudence est de mise puisqu'il estime prématuré d'en fixer dès maintenant *"les modalités, les dates"*, renvoyant cette discussion au lendemain du second tour.

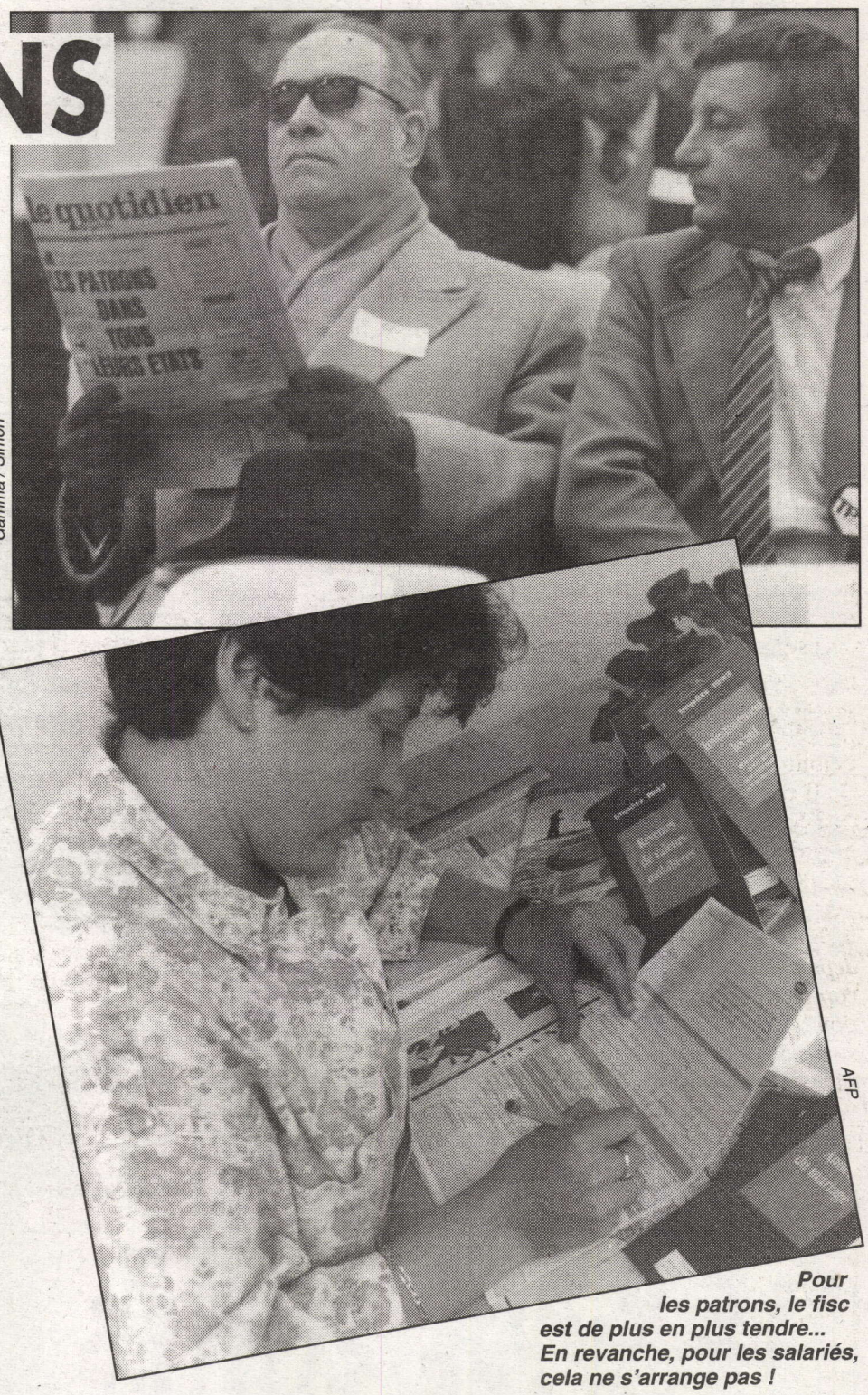
Les échéances électorales sont proches et, à défaut de perspectives politiques, les dirigeants socialistes après avoir hésité quand ce n'est pas protesté énergiquement contre l'initiative rocardienne, ont maintenant choisi d'essayer de sauver les meubles en s'affirmant favorables à toutes les ouvertures. En se déclarant prêts à se débarrasser de l'étiquette encombrante du PS, ils préparent également leur reconversion au cas où les résultats électoraux se montreraient catastrophiques. De toute façon, dans trois semaines, ils seront fixés et pourront toujours faire machine arrière.

Car la question reste toujours ouverte, de savoir si le fameux big-bang est vraiment la promesse d'une renaissance pour ces politiciens dits de gauche en perdition, ou le plus court chemin vers une fin qui heureusement ne serait pas celle de l'univers, mais seulement la leur. Rocard lui-même, que les derniers sondages donnent battu dans sa circonscription de Conflans-Sainte-Honorine, en est peut-être à se poser la question. A s'élancer vers le vide intersidéral, on risque de se retrouver en apesanteur.

Le bilan des gouvernements successifs

L'IMPÔT ALLÉGÉ, MAIS SEULEMENT POUR LES PATRONS

Au moment où il faut remplir les déclarations d'impôt, il est utile (sinon réconfortant !) de voir combien le fisc a été doux aux entreprises au cours de ces dernières années de prétendu gouvernement socialiste. Une politique d'allégements fiscaux à multiples facettes a été poursuivie sous prétexte d'aider les patrons à renforcer leurs investissements et à embaucher. Ce qu'il en est aujourd'hui, chacun le sait : le nombre de chômeurs n'a cessé de progresser, et les patrons se sont copieusement rempli les poches.



Gamma / Simon

AFP

Pour les patrons, le fisc est de plus en plus tendre... En revanche, pour les salariés, cela ne s'arrange pas !

L'impôt sur les sociétés...

L'impôt sur les sociétés (IS) représente une véritable peau de chagrin. Ainsi, le 1er janvier 1986, son taux passait de 50 % à 45 % pour les bénéfices réinvestis. Dès janvier 1987, la mesure était élargie à l'ensemble des bénéfices. Puis, en juin, le gouvernement Chirac, avec Balladur aux Finances, annonçait une descente de plusieurs crans, à 42 %, applicable à partir du 1er janvier 1988 seulement... mais des facilités étaient prévues pour anticiper l'échéance et promesse était faite que le taux se situerait aux environs de 33 % en 1992.

Dans le courant de l'année 1989, le taux baissait encore pour les seuls bénéfices réinvestis, passant à 39 %. En septembre, sous prétexte de second Plan Emploi, le gouvernement annonçait une nouvelle réduction à 37 %, applicable au 1er janvier 1990. Et ce n'était pas terminé. Un an plus tard, en septembre 1990, de nouveau une baisse du taux de taxation des bénéfices réinvestis était annoncée. Il passait de 37 % à 34 %, celui applicable aux bénéfices distribués (sous forme d'actions par exemple) restant, quant à lui, à 42 %. Pas pour longtemps : la loi de finances pour 1992 unifiait les taux, applicables dans tous les cas, à 34 %.

Enfin, en janvier de cette année, le mouvement à la baisse continuait sur sa lancée avec l'annonce de son passage à 33,33 % pour les bénéfices réalisés sur les exercices ouverts à partir du 1er janvier 1993. En somme, la promesse de Chirac et Balladur, compères RPR, avait bien été tenue par Bérégovoy !

... et les autres

Au cours de toutes ces années, l'impôt sur les sociétés n'a pas été le seul concerné par les attentions du gouvernement. Par exemple, la taxe professionnelle était déjà allégée en 1986 par rapport à l'année précédente, de 18 milliards au total (sur environ 86). Mais en 1987, elle subissait encore une coupe de 5 milliards. Comment ? Par l'augmentation de la part de l'État (de 10 % à 16 %) et la diminution de celle des entreprises ! L'opération était poursuivie dans les années suivantes et coûtait ainsi 3,21 milliards de francs au budget de l'État en 1992.

Autres petites faveurs faites au patronat au cours de ces années : la taxe annuelle payée par les entreprises au titre de certains frais généraux (comme les cadeaux divers, les réceptions, les frais de congrès, etc) et qui affichait un taux de 30 % en 1982, fut supprimée progressivement avec des taux réduits à 20 % en 1987, 10 % en 1988 et rien du tout depuis 1989. Pour le budget, ce n'était peut-être là qu'un petit "à-côté" des grandes recettes, mais un à-côté de 700 millions de francs quand même, en 1987.

L'année 1987 était d'ailleurs assez fructueuse pour les coffres du patronat. Une modification du calcul des congés payés des salariés eut des implications fiscales avantageuses qui lui firent économiser 1 milliard de francs. Autre modification, celle du calcul de la TVA qui, sous prétexte de contrainte européenne, baissait toujours au détriment du budget de l'État, enregistrant un manque à gagner d'au moins 80 milliards. Autre tour de passe-passe tout au profit des capitalistes, la fiscalité dite "de groupe" qui, le 1er janvier 1988, permettait à une société mère française d'être seule redevable de l'impôt sur toutes les sociétés du groupe constitué avec ses filiales françaises. Ce qui autorisait à déduire des bénéfices de certaines sociétés du groupe les pertes – réelles ou supposées – des autres. Et il faudrait encore énumérer les avantages financiers – subventions, aides et autres ristournes – versés directement par l'État dans les caisses des patrons sous prétexte de les aider à embaucher et de lutter pour l'emploi...

Des cadeaux qui coûtent cher

Tous ces allégements, grands et petits cadeaux du fisc aux entreprises, représentent au total des sommes considérables. Des économistes chiffraient à plus de 36 milliards (dont près de 18 milliards au titre de la seule baisse de l'impôt sur les sociétés) le montant des allégements fiscaux consentis aux entreprises pour les seules années 1988, 1989 et 1990.

En juillet 1992, L'INSEE relevait que les impôts payés l'année précédente par les grandes sociétés avaient fondu comme neige au soleil. Par exemple, Elf Aquitaine avait payé 854 millions de francs d'impôts en moins en 1991 qu'en 1990 ; Peugeot SA, 1,8 milliard de moins ; le groupe LVMH (Louis Vuitton Moët Hennessy), 369 millions ; Carrefour, 243 millions (soit un tiers de moins) ; le groupe Accor, près de 50 % de moins, etc.

Dans le même temps, le poids du fisc n'a cessé de peser de plus en plus sur les travailleurs, les retraités et les chômeurs...

Lucienne PLAIN

LA LÉGALITÉ... ET LE RESTE

En toute légalité, les entreprises peuvent donc se soustraire au fisc. Ce n'est pas pour autant que les patrons ont l'appétit coupé. "L'affaire" du crédit d'impôt soulevée en juin 1991 par le *Canard Enchaîné* en témoigne. 150 entreprises étaient alors poursuivies pour avoir bénéficié de crédits d'impôts fictifs (avoir fiscal, exonérations, conditions très favorables, etc). Entre janvier et juin, elles auraient ainsi coûté quelque 5 milliards de francs à l'Etat, soit autant que ce qui avait été engrangé au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune. En somme, les capitalistes reprenaient d'une main ce qu'ils avaient fait mine de céder de l'autre...

En décembre dernier, un journal financier relevait que le redressement fiscal concernait finalement 300 sociétés, publiques et privées, mais que l'Etat avait bien peu de chances de récupérer un jour ses milliards escamotés... mais pas perdus pour tout le monde.

PLUS T'ES RICHE, MOINS TU PAYES...

Même généreusement allégée, la fiscalité n'est pas pour tous les patrons. En 1990, la direction générale des impôts, organisme très sérieux soumis à l'autorité du ministère des Finances, regardait d'un peu plus près quelles entreprises payaient des impôts. Elle constatait qu'en 1988, au titre de l'exercice 1987, 45 % des sociétés étaient pratiquement exonérées d'impôt ! Parce qu'elles se débrouillaient pour déclarer un résultat déficitaire, voire nul... sans pour autant, bien sûr, que leurs patrons aillent pointer à l'ANPE.

LA FRANCE – PATRONALE – EN "ASSEZ BON ÉTAT"

mais les travailleurs en mauvais état !

La campagne électorale pour les législatives donne l'occasion à la presse de dresser les bilans de la situation du pays depuis que Mitterrand gouverne. Le quotidien patronal *Les Échos,* qu'on ne peut accuser de complaisance vis-à-vis de la gauche gouvernementale, vient de publier un numéro spécial consacré à établir l'"audit" de la France.

Il constate la bonne santé de l'économie française (sic !) et précise : *"Le gouvernement socialiste laisse la France en assez bon état, endossant le mérite d'une politique continue depuis les années 1984-1985, y compris pendant la cohabitation"*. Le capitalisme français sortirait donc de l'expérience dite "socialiste" comme une *"économie transformée et ouverte au grand large"*.

L'une des rédactrices souligne : *"C'est sous un gouvernement socialiste que la France aurait rendu hommage à ses entreprises et mis en chantier l'une des plus importantes déréglementations de l'appareil productif et financier de son histoire"*, et elle ajoute : *"C'est en particulier le cas pour la libération des marchés de capitaux et les modifications de la fiscalité"*.

Cet "air du large " a eu des conséquences favorables pour tous ceux qui n'étaient pas salariés. Car *"les revenus autres que les salaires ont pour leur part connu des progressions confortables : les entrepreneurs individuels ont profité de la reprise en particulier en 1989. (...) Les investisseurs en actions, obligations et immobilier, ont de leur côté pu enregistrer des plus-values confortables, même si, depuis 1987, les bonnes et les mauvaises années se succèdent en Bourse. Quant à la pierre, elle subit depuis 1991 un recul des prix qui n'entame toutefois pas le patrimoine de ceux qui ont acheté avant le rush de 1989-1990"*.

Bref, sous la gauche, comme sous la droite de la cohabitation, le monde des chefs d'entreprises, des initiés, des rentiers et des spéculateurs de toutes tailles s'est bien servi et bien rempli les coffres-forts. Évidemment, il y a bien des "flous" comme disent *Les Échos,* des ombres au tableau : un chômage auquel les travailleurs devraient se résigner, un déficit galopant, une protection sociale qui a de plus en plus de mal à faire face à la montée de la pauvreté. Les faux frais en quelque sorte de l'enrichissement d'une poignée de très riches aux dépens d'une majorité de travailleurs spoliés, qui ont vu leurs revenus au mieux stagner.

Les patrons expliquent que s'ils ne parviennent pas à créer d'emplois, c'est à cause des charges trop fortes qui pèsent sur eux.

Mais les chiffres sont là : le salaire horaire moyen, cotisations sociales comprises, est ici de 25 % (le quart) inférieur à celui de l'Allemagne. En 1985, la différence n'était que de 10 % à 12 %, l'écart a donc doublé. Les coûts horaires en France sont même les plus bas de la Communauté européenne, à l'exception de la Grèce et du Portugal. *Les Échos* saluent d'ailleurs *"le comportement de modération salariale observé par les syndicats"*.

Comme le reconnaît ce quotidien, *"les entreprises (...), à travers des restructurations en chaîne, ont amélioré leur compétitivité avec l'aide de la collectivité"*.

Si les grandes entreprises, avec à leur tête les leaders mondiaux Michelin, Alcatel, Alsthom, BSN, Saint-Gobain, Accor, L'Air Liquide, mais aussi Renault, Péchiney, Usinor-Sacilor, Rhône-Poulenc ont grignoté des parts de plus en plus importantes du marché mondial (en cinq ans, les investissements à l'étranger des grandes entreprises ont été multipliés par sept !), si elles ont retrouvé pour la plupart de fortes capacités d'auto-financement, cela s'est fait au détriment des salaires et sur le dos de toute la classe ouvrière.

Et c'est là que le bât blesse selon *Les Échos. "Si le type d'économie pour lequel les chefs d'entreprise se battent n'est pas en mesure d'apporter des réponses aux défis du chômage et au chaos monétaire, il peut en résulter de formidables secousses sociales et politiques."* Et les rédacteurs de s'inquiéter si la protection sociale continuera, dans les années qui viennent, à jouer son rôle d'amortisseur social.

Les rédacteurs de ce très patronal quotidien s'inquiètent donc d'une éventuelle réaction de colère des travailleurs qui pourrait empêcher leurs commanditaires de profiter en rond. C'est justement ce que les travailleurs de ce pays devraient leur servir, s'ils ne veulent pas continuer à être les derniers à recevoir les fruits de leur travail.

Jacques FONTENOY

AFP

Mitterrand en discussion avec des patrons auxquels il vient de remettre la Légion d'honneur ou l'Ordre national du Mérite (mai 1985).

EDF LES FAITS SONT INCONTOURNABLES

Bergougnoux, le PDG d'EDF-GDF, voudrait maintenant faire croire qu'EDF crée des emplois.

Suivez bien son raisonnement, accrochez-vous on décolle : quand EDF baisse ses effectifs, dixit Bergougnoux, cela augmente la productivité, donc les tarifs baissent, donc la capacité de financement des entreprises augmente et donc enfin... cela crée des emploi. CQFD.

En ce moment, ça licencie de partout. Apparemment, personne ne suit les "raisonnements" de notre chef.

Par contre, tout ce monde copie le début du "raisonnement" : 1 440 emplois supprimés en 1992 à EDF-GDF.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - EDF-GDF Issy-les-Moulineaux.

Avec ou sans règle,

PAS DE LICENCIEMENTS !

L'inspecteur du Travail ayant jugé que la direction de Hoover n'a pas respecté la procédure, celle-ci doit recommencer sa copie. Les travailleurs sont en sursis, car rien n'interdit aux patrons de licencier, même s'ils doivent respecter la réglementation. Et ils ne s'en privent pas. Bull, par exemple, annonce 1 000 nouvelles suppressions d'emplois après les 3 900 de ces dernières années. Ce n'est pas la loi sur les "plans sociaux" qui peut arrêter les licencieurs, mais les travailleurs en faisant eux-mêmes leur loi, dans les entreprises et dans la rue.

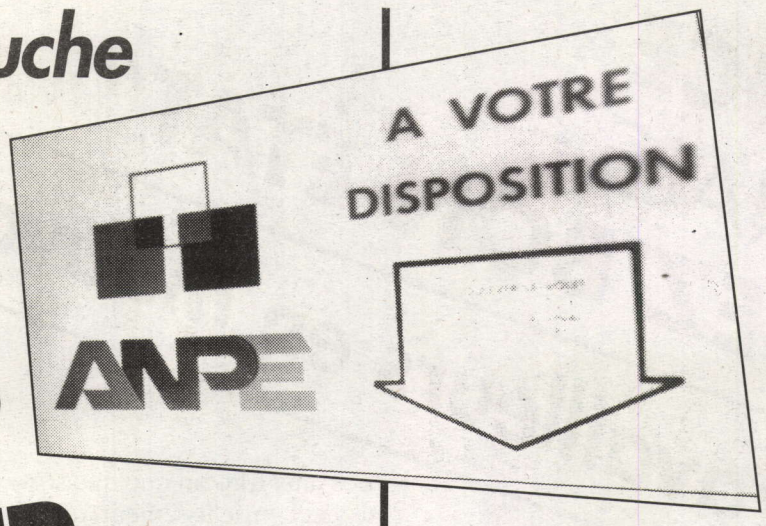
Patrons, ou État-patron,

MÊME COMBAT

Attali le PDG d'Air France déclare dans une interview que, dans la compagnie, *"la productivité du personnel au sol a crû de plus 20 % de 1991 à 1993"*, et il rappelle qu'il prévoit encore la suppression de 5 000 emplois dans les trois ans à venir, ainsi que le "gel" des salaires. Tout ça pour permettre à Air France de participer à la "guerre des tarifs" que se livrent les compagnies aériennes. Ben voyons, puisque ce sont les travailleurs qui payent !

De droite comme de gauche

ILS PROMETTENT... ...D'AUGMENTER LE CHÔMAGE



Comme la préoccupation majeure de la plupart des électeurs, c'est le chômage et les problèmes de l'emploi, les ténors de la droite comme ceux de la gauche font évidemment chacun mine d'avoir des "solutions" au problème, pour tenter de ramener l'électorat populaire vers leur parti respectif.

Mais lesdites "solutions" sont autant de mensonges éhontés qui ne résoudront en rien le problème du chômage.

Les dirigeants du PS qui, depuis qu'ils sont au pouvoir, n'ont pas osé imposer au patronat une réduction substantielle de la durée du travail sans diminution de salaires, qu'ils avaient pourtant eux-mêmes promise, ont le culot de faire aujourd'hui de grands discours sur la diminution du temps de travail... accompagnée cette fois d'une diminution des salaires ! C'est encore une façon de proposer aux travailleurs d'accepter de nouveaux sacrifices, en faisant cette fois du chantage à l'esprit de solidarité ! En bref, acceptez des baisses de salaires - car c'est bien de cela qu'il s'agit - pour ne pas laisser mettre à la porte vos collègues de travail.

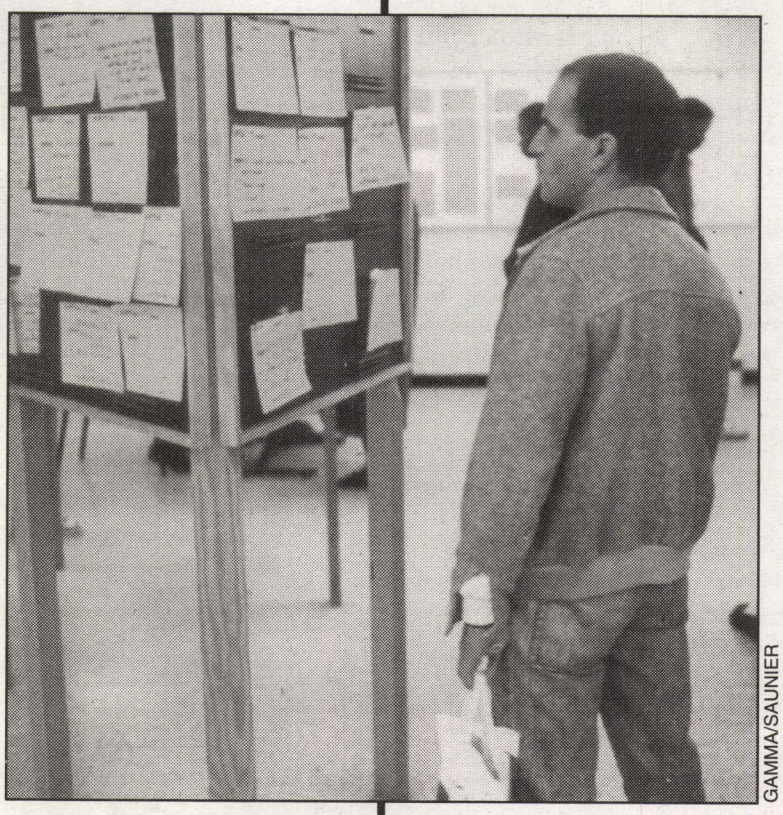
Les dirigeants socialistes ont encore le culot, après avoir aidé le patronat à faire retomber tout le poids de la crise sur la classe ouvrière, après l'avoir aidé à s'en mettre plein les poches malgré la crise, de faire la morale aux travailleurs pour qu'ils partagent bien équitablement entre eux la portion congrue que le patronat daigne leur laisser ! On peut dire que les dirigeants socialistes auront vraiment joué jusqu'au bout le rôle de larbins des patrons. Au point que la droite se donne l'air social en refusant la pénurie, et en n'acceptant pas de partager la misère !

Le vice-président de l'UDF, Alain Madelin, n'affirme-t-il pas : *"Nous voulons libérer la création d'emplois, et non nous replier sur le partage des emplois existants"* et il ajoute : *"Face à ce qu'ils croient être une pénurie d'emplois, les Français, par peur et par solidarité, s'apprêtent à partager cette pénurie"*. Quant au RPR, Chirac ne croit pas, lui, *"à l'idée d'une réduction du temps de travail assortie d'une baisse de rémunération"* car, dit-il, *"la grande majorité des salariés ne l'acceptera pas"*.

Et voilà, c'est la gauche qui propose de baisser les salaires et la droite qui proteste ! Discours à double entrée, qui fait plus social que celui des dirigeants socialistes - il faut reconnaître que ce n'est guère difficile - mais qui n'est que l'expression du refus du patronat de toute législation contraignante concernant les horaires de travail : le patronat est pour la flexibilité, qui permet de faire faire 30 heures ou moins quand il n'y a pas de commandes et 60 heures quand on en a besoin. Et puis, le patronat est favorable aux subventions diverses sous prétexte d'aider à la création d'emplois.

Et de fait, pour "favoriser la création d'emplois", les ténors de la droite proposent encore et à nouveau des subventions au patronat et des exonérations sur les charges sociales, recettes qui ont fait long feu depuis quinze ans qu'on les applique sans que le chômage cesse de croître pour autant, mais qui permettent aux entreprises d'encaisser de jolis magots et de maintenir ainsi leurs bénéfices malgré la crise, grâce à l'argent des contribuables.

De droite comme de gauche, ces politiciens ne promettent décidément, en guise de "lutte contre le chômage", que de continuer à le laisser augmenter.



GAMMA/SAUNIER

AFP

Martine Aubry, ministre du Travail, et le représentant patronal des industries métallurgiques et minières, signant un accord concernant "l'accompagnement des mutations industrielles".

Le "cap" des trois millions

LES SCORES ÉLECTORAUX DU CHÔMAGE

On nous dit que l'augmentation du chômage indiquée par les chiffres officiels publiés le 26 février serait moins importante que ce que l'on pouvait craindre. Belle consolation ! Comme s'il y avait de quoi se réjouir de ce que la hausse ne soit "que" de 0,1 % en janvier, quand le total s'élève à 3 112 462 (2 992 600 si l'on tient compte des variations saisonnières). Et même si, pour Martine Aubry, le franchissement du cap des trois millions ne change rien sur le fond à la gravité de la situation, de cap en cap, cela finit par faire une sacrée différence pour les travailleurs.

D'autant que la relative "modération" de la hausse du chômage en cache d'autres moins modérées.

Ainsi, le nombre des jeunes à la recherche d'un premier emploi qui s'inscrivent à l'ANPE a diminué de 5,2 % en un an. Que cela reflète une augmentation des contrats précaires bidons qui écartent ces jeunes des registres du chômage, ou bien un allongement de la scolarisation, ou encore tout simplement le fait qu'un plus grand nombre de jeunes choisissent de ne pas s'inscrire estimant que cela ne sert à rien, dans tous les cas cela ne signifie pas une diminution réelle du chômage des jeunes.

De même, le nombre des femmes désireuses de reprendre une activité salariée qui s'inscrivent dans les ANPE a baissé de 9,2 % en un an. Là aussi il est vraisemblable que les femmes qui ne travaillent pas, non par choix mais à cause du chômage, sont en fait plus nombreuses mais renoncent à s'inscrire à L'ANPE.

Et puis, hausse modérée ou pas, le fait est que le nombre des licenciements économiques a encore augmenté en janvier, atteignant 56 500, soit 12 % de plus qu'en décembre, tandis que le chômage de longue durée augmente avec près de 900 000 chômeurs inscrits depuis plus d'un an.

Et ce ne sont pas les promesses électorales qui changeront quoi que ce soit à la réalité plus ou moins fidèlement reflétée par les chiffres, puisque personne ne veut s'en prendre aux vrais responsables du chômage, c'est-à-dire aux patrons qui licencient pour maintenir, voire augmenter leurs profits.

François Rouleau

Italie

À l'heure de la crise et des grands calculs politiciens

LES TRAVAILLEURS AURAIENT LEUR MOT À DIRE...

100 000 personnes selon la police, 300 000 selon les organisateurs : en tout cas de l'avis général il y avait du monde samedi 27 février pour la manifestation nationale "autoconvoquée" à Rome contre la politique économique du gouvernement Amato. Des travailleurs venus de toute l'Italie en trains et cars spéciaux ont défilé et rempli la place Saint-Jean de Latran, une des plus vastes de Rome.

ARC

Le cortège des mineurs sardes qui occupent leur mine menacée de fermeture.

Un témoignage du mécontentement ouvrier

L"autoconvocation" signifie, en l'occurrence, que la manifestation a eu lieu à l'appel non des sommets syndicaux officiels, mais de quelques centaines de "conseils d'usine" - conseils de délégués correspondant en gros aux délégués du personnel - de Milan en particulier. Mais derrière cette initiative, venue notamment du conseil d'usine du quotidien milanais *Corriere della Sera*, c'est en fait tout un secteur de l'appareil syndical qui se place en opposition à la politique de la direction unitaire des trois syndicats CGIL, CISL et UIL.

Cette politique des dirigeants syndicaux les a conduits en septembre à un soutien pratiquement ouvert aux mesures d'austérité du gouvernement Amato, qui s'ajoutait à la signature de l'accord du 31 juillet mettant fin à l'échelle mobile des salaires. Les travailleurs italiens ont largement montré, au cours des mouvements de ce même mois de septembre, leur écoeurement devant cette collaboration des sommets syndicaux à la politique anti-ouvrière.

Une large fraction des militants syndicaux eux-mêmes partagent ce sentiment d'opposition. Pour les uns cela est tout à fait sincère bien sûr. Mais pour d'autres, plus engagés dans les rouages de la bureaucratie syndicale, c'est tout simplement par calcul et par crainte de perdre leur base. Cette opposition syndicale recoupe d'ailleurs en partie des clivages politiques : une bonne partie des opposants sont liés à Refondation Communiste, la fraction de l'ancien PC italien qui a choisi de garder l'étiquette communiste ; mais une autre couche, consistante, est formée de militants du PDS - la fraction de l'ex-Parti Communiste devenue, elle, le "Parti Démocratique de la Gauche" - qui, s'ils ont approuvé l'abandon de l'étiquette communiste, n'en sont pas pour autant devenus des soutiens à tout crin de l'austérité gouvernementale, ni même de la politique ondoyante et indécise de leur propre secrétaire général, Occhetto.

Les principaux organisateurs de la manifestation ne sont donc évidemment pas sans arrière-pensées. On peut observer d'ailleurs que cette opposition organisée aux sommets syndicaux a sagement attendu la fin des mouvements contre le plan Amato, en septembre, pour se manifester. C'est pourtant alors qu'il aurait fallu offrir aux travailleurs qui se montraient prêts à entrer en lutte la direction déterminée qui manquait pour organiser la riposte et forcer Amato à remballer ses projets...

Un témoignage du mécontentement ouvrier

Reste que la forte participation à la manifestation a témoigné du mécontentement ouvrier toujours bien présent, de l'inquiétude des travailleurs et aussi de la disponibilité d'une fraction d'entre eux à riposter. La question du chômage et de la vague de licenciements, en cours en Italie comme en France, domine en particulier les esprits.

En outre, la forte présence des drapeaux rouges à faucille et marteau de Refondation Communiste a aussi marqué politiquement cette manifestation, même si d'autres leaders politiques ont tenu à s'y montrer, comme le secrétaire du PDS Occhetto et même l'ancien maire démocrate-chrétien de Palerme et leader de la "Rete" (le "réseau" anti-Mafia), Orlando. La presse a dû noter, sur des tons divers, que décidément les ouvriers sont toujours là et les symboles communistes aussi. Et cela compte bien sûr, notamment dans la phase politique particulière que connaît l'Italie.

Celle-ci, on le sait, est marquée par les scandales, les développements de l'enquête sur la corruption des partis, mais aussi la montée des "Ligues", la campagne contre le "système des partis" et pour l'instauration d'une "seconde république" plus autoritaire, et finalement le glissement vers un climat politique de plus en plus réactionnaire. La manifestation de Rome montre à quelles conditions ce glissement pourrait être stoppé, voire inversé : à condition d'une irruption de la classe ouvrière sur la scène politique; à condition que celle-ci montre sa force, son moral, sa détermination à lutter pour ses propres objectifs.

Cela n'était certes pas le but des organisateurs de la manifestation du 27 février, dont le souci n'est pas tant d'amener la classe ouvrière à vaincre par ses propres forces que de démontrer qu'il faut compter avec eux. Ils n'avaient donné d'ailleurs à la manifestation que de vagues objectifs de lutte "contre la politique économique d'Amato", "pour l'emploi" ou des appels aux sommets syndicaux à organiser une "grève générale", sans en préciser les objectifs. Les uns - l'opposition syndicale, essentiellement au sein de la CGIL - voulaient faire une démonstration à l'intention de la bureaucratie syndicale; les autres voulaient la faire sur le plan politique, à l'intention du PDS notamment, en vue des futures alliances à gauche et de la modification du système électoral actuellement en discussion.

Cela limite, malheureusement, les suites à attendre de la manifestation. Il reste à souhaiter qu'elle encourage les travailleurs à riposter vigoureusement, sur leur propre terrain de classe, aux attaques en cours. C'est d'ailleurs la seule crainte véritable de la bourgeoisie italienne.

Les règlements de comptes internes de celle-ci, sa crise byzantine et ses calculs politiques de bas étage tournent aujourd'hui autour de l'idée d'établir un régime "plus fort", en particulier contre les travailleurs. Mais si la classe ouvrière décidait vraiment d'entrer en lutte, il ne faudrait pas longtemps pour faire ravaler tous ces calculs de politiciens et de bourgeois qui croient que "c'est arrivé".

André FRYS

LO

**En dix ans,
la valeur des actions cotées en Bourse
a été multipliée par cinq.**

**On demande aux travailleurs
de se sacrifier pour les entreprises
mais ils sont sacrifiés pour les profits.**

Faisons payer les riches
Lutte Ouvrière

**Jeter de milliers de travailleurs à la rue,
ruiner des villes et des régions
rien que pour gagner un peu plus
c'est une violence insupportable.**

**La rapacité de la bourgeoisie
prépare et justifie
les coups de colère du monde du travail.**

Pour faire payer les riches
***avec* Lutte Ouvrière**

**Ils ne peuvent pas, disent-ils,
maintenir les emplois,
mais eux et leurs larbins politiques
vivent dans le luxe.**

**Assez de sacrifices à sens unique !
Qu'on prenne sur leur fortune
pour maintenir les salaires.**

Pour faire payer les riches
***avec* Lutte Ouvrière**

LES MURS ONT LA PAROLE

■ Notre campagne repose sur la conscience que la classe ouvrière doit répondre à la guerre de classe que la bourgeoisie mène contre elle depuis le début de la crise.

Dans cette guerre, il n'y a pas de position qui puisse ménager tout ensemble les capitalistes et le monde du travail. Depuis 20 ans, la bourgeoisie, le patronat, les financiers, les actionnaires se paient sur la part des salariés pour maintenir et accroître bénéfices et profits. Ils se sont enrichis – considérablement - sur le dos de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, c'est à leur tour de payer ! Alors qu'ils s'apprêtent, les uns avec arrogance, les autres avec hypocrisie, à demander aux salariés de nouveaux sacrifices sous prétexte de lutter contre le chômage, nous devons leur signifier clairement qu'ils ont dépassé la mesure.

Les travailleurs sont écoeurés, mais ils ne réagissent qu'au coup par coup, quand ils sont attaqués. Leur absence de réaction générale le rend, aujourd'hui, les patrons de plus en plus provocants. Mais c'est cette attitude provocante qui justifie les coups de colère qu'elle ne manque pas de susciter. Gare au retour de bâton! gare à un nouveau 1936 ou un nouveau 1968 ! Il faudra, cette fois-ci, aller jusqu'au bout, prendre aux possédants leur fortune personnelle, leurs profits accumulés, pour les faire servir au maintien des emplois et des revenus ouvriers. Les sacrifices, ce sont les bourgeois qui devront les faire.

C'est pour exprimer ces idées et ces réactions que LUTTE OUVRIERE participe à la campagne électorale. Ce qu'elle a à dire, elle le dira par la voix de ses candidats, par voie d'affiches aussi.

Nous avons édité un certain nombre d'affiches slogans que nous publions ci-après. Tous ceux qui veulent nous donner un coup de main pour les coller sont les bienvenus. Qu'ils contactent nos militants, qu'ils écrivent au journal, nous les mettrons en rapport avec des camarades. Mais il faut faire vite car la campagne est déjà entamée et le peu de liberté de parole qu'elle tolère se rétrécira dès les élections passées.

**Assez de sacrifices
pour sauver
les bénéfices
de la bourgeoisie**

**Au patronat
de payer
sa propre crise**

***Faisons payer
les riches !***
Lutte Ouvrière

LA CAMPA DE LUT OUVR

SOUS POUR LES

■ Nous en sommes à 139 343 F dire que nous en sommes à co efforts. Il faut donc, si ce n'est dé rieure.

Nous avons, rappelons-le, be tique et militant. Nous avons be nos sympathisants, nos lecteurs, cient notre activité, en particul apportent leur sympathie. Dans entendre un point de vue ouvri Nous le ferons avec vous. C'est

Alors, camara

On peut évidemment envoyer participation à la souscription l'ordre de Lutte Ouvrière et en

**LUTTE OU
BP 233 - 75865 P
(Virement CCP : à l'ord
CCP 3117586 W**

AUX ANTILLES LES CANDIDATURES DE

Aux Antilles, dans ces élections législatives qui ont lieu en même temps qu'en France puisque la Guadeloupe et la Martinique sont, comme la Réunion, considérées comme des départements français, nos camarades de Combat Ouvrier présentent des candidats.

En Martinique, dans la circonscription du Centre, Combat Ouvrier présente la candidature de Ghislaine Joaquim-Arnaud. Son suppléant est Louis Maugée. Tous deux sont des militants ouvriers de longue date.

Ghislaine Joachim-Arnaud est technicienne de laboratoire au Centre Hospitalier de Fort-de-France depuis près de 20 ans. Et dans son travail, ses camarades ont pu déjà l'apprécier. A de nombreuses reprises, elle les a déjà représentés, notamment dans les luttes que le secteur de la Santé a connues, y compris encore l'an passé.

Louis Maugée est employé à la Sécurité sociale. Il a d'abord milité dans le bâtiment où il a acquis la sympathie d'une large fraction de travailleurs.

En Guadeloupe, Combat Ouvrier sera présent dans la circonscription de Capesterre-Sainte-Rose. Le candidat, Philippe Anaïs, et sa suppléante, Lita Dahomey, sont deux enseignants qui militent depuis longtemps aux côtés des travailleurs. Anaïs est connu pour son engagement aux côtés des travailleurs des plantations de banane. Le nom de Lita Dahomey est lié aux luttes des petits colons, des paysans pauvres, des squatters de Sainte-Rose. Victime il y a un an d'une tentative d'assassinat en raison de son action militante, elle a repris la lutte.

Comme en France, plus encore peut-être qu'en France, parce que la Martinique et la Guadeloupe sont les derniers reliquats d'un empire colonial où les riches et les bourgeois ont toujours été encore plus arrogants qu'en métropole, les pauvres plus pauvres, et le chômage et les petits boulots, les "jobs", la règle avant même la crise, il y a la nécessité que la voix des travailleurs communistes révolutionnaires se fasse entendre.

Nous publions ci-dessous un extrait de la déclaration de Philippe Anaïs et de Lita Dahomey, publiée dans *Combat Ouvrier* du 27 février.

AGNE TTE IÈRE

CRIPTION LÉGISLATIVES

recueillis centralement. C'est mptabiliser les tout premiers jà fait, passer à la vitesse supé-

oin de soutien financier, poli- soin que tous nos camarades, tous ceux qui suivent et appré- er dans les entreprises, nous cette campagne, nous faisons r, un point de vue de classe. out le sens de notre politique. **des, multiplions nos efforts.**

directement au journal une Le chèque doit être libellé à oyé à :

VRIERE
RIS CEDEX 18
e de Lutte Ouvrière –
– La SOURCE)

MEETINGS

avec

ARLETTE LAGUILLER

LO

– JEUDI 4 MARS à RENNES
20 h 30, salle de la Cité

– VENDREDI 5 MARS à NANCY
20 h 30, Palais des Congrès

– SAMEDI 6 MARS à DIJON
20 h 30, Palais des Congrès, salle Clos-Vougeot

– MERCREDI 10 MARS à LYON
20 h 30, salle Victor Hugo, mairie du 6e
(33 rue Bossuet, métro : Masséna)

– JEUDI 11 MARS à PARIS
20 h 30, salle de la Mutualité (24 rue Saint-Victor, 5e – métro : Maubert-Mutualité)

– VENDREDI 12 MARS à CHERBOURG
20 h 30, complexe sportif Chantereyne

– SAMEDI 13 MARS à NANTES
15 h 30, salle de la Manu, boulevard Stalingrad

– DIMANCHE 14 MARS à LILLE
16 h, Maison de l'Education Permanente (MEP)
(place Georges Lyon, près du boulevard J-B Lebas)

– LUNDI 15 MARS à TOURS
20 h 30, Salle polyvalente des Halles
(place Gaston Pailhou)

– MARDI 16 MARS à TOULOUSE
20 h 30, salle Jean-Mermoz (Piscine municipale - stadium)

– MERCREDI 17 MARS à BOURGES
20 h 30, parc Saint-Paul (Hall n° 8)

– JEUDI 18 MARS à BORDEAUX
20 h 30, salle de l'Athénée, place Saint-Christoly

RÉUNIONS PUBLIQUES

De nombreuses autres réunions publiques auront bien sûr lieu durant la campagne.
Voici celles qu'on nous a communiquées :

– MERCREDI 10 MARS à CHATELLERAULT
20 h 30, salle du Verger
avec Patrice MOCHON
(candidat dans la 4e circonscription de la Vienne)

– JEUDI 11 MARS à ANGERS
20 h 30, Salle Daviers, boulevard Daviers
(avec les candidats P. Lebrun, G. Barrault, D. Lize, M.-L. Dupas)

– VENDREDI 12 MARS à SAINT-ETIENNE
à 19 h, Maison de quartier de la Métaie,
avec Alain SCHLICK(candidat de la 2e circonscription de la Loire)

– SAMEDI 13 MARS à ANGOULEME
à 18 h, MJC de la Grande Garenne
avec Michel DEBŒUF et Jean-Pierre COURTOIS (candidats de Lutte Ouvrière en Charente)

– SAMEDI 13 MARS à CORBEIL-ESSONNES
20 h 30, Maison des Associations,
Parc Chantemerle *(avec les candidats de l'Essonne)*

– LUNDI 15 MARS à BEAUVAIS
à 20 h, salle de l'ancien Rex rue Notre-Dame du Thil

– MARDI 16 MARS au HAVRE
à 18 h 30, salle des sociétés savantes
avec Jean-Marc VARIN et Martine LEPLANQUOIS (candidats des 6e et 8e circonscriptions de Seine-Maritime)

– MARDI 16 MARS à GRENOBLE
20 h 30, Maison des Associations,
rue Berthe de Boissieux

– JEUDI 18 MARS à LIMOGES
20 h 30, salle annexe Blanqui
(derrière la Mairie)
avec les candidats de la Haute-Vienne

– JEUDI 18 MARS à SAINT-CHAMOND
à 18 h, salle Louise Michel (ex-Hôtel-Dieu)
avec André MOULIN (candidat de la 3e circonscription de la Loire)

– JEUDI 18 MARS à LORIENT
20 h 30, Cité Allende

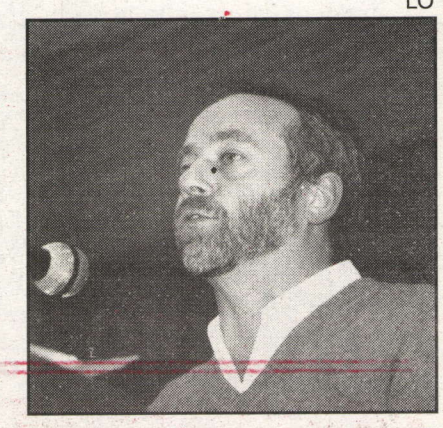
– JEUDI 18 MARS à HEROUVILLE-St-CLAIR *(Calvados)*
à 20 h 30, salle polyvalente de la Grande Delle
avec Dominique PIERRE, candidat dans la 2e circonscription du Calvados

– VENDREDI 19 MARS à REIMS
à 20 h 30, Châtillons, boulevard des Phéniciens
avec Philippe GOISET, candidat dans la 2e circonscription de la Marne

Qu'on prenne sur les bénéfices pour sauvegarder les emplois et les salaires.

Faisons payer les riches !
Lutte Ouvrière

LO



Il nous faut un parti qui soit celui des travailleurs.

Un parti pour faire payer les riches.

Lutte Ouvrière

COMBAT OUVRIER

Quand les travailleurs se battent pour défendre leur salaire, leur niveau de vie, on trouve certains patrons qui déclarent que des travailleurs ont de "hauts salaires". Ils désignent du doigt certains salariés qui perçoivent plus de 10 000 F par mois. Mais combien gagnent-ils, eux ? A combien se montent leurs profits en tout genre, dans toutes sortes d'affaires ? Combien leur rapportent non seulement les entreprises connues, mais les appartements qu'ils ont en location ici ou en France ou en Floride ou au Canada ? Combien leur rapportent leurs portefeuilles d'actions ? Combien de biens ont-ils détournés de l'entreprise pour les placer ailleurs avant de proclamer que "l'entreprise a des difficultés" ? (…)

(…) Lorsque les sociétés parlent de faillite, les travailleurs doivent exiger de contrôler leurs comptes en banque, leur portefeuille d'actions, d'évaluer la quantité de biens qu'ils possèdent et tous ceux qu'ils mettent au nom de leurs femme et enfants.

Il faut contraindre ces riches à renvoyer l'argent dans la production, même si leurs profits y sont en baisse, même s'ils y gagnent moins qu'en spéculant en Bourse. Comme ils le font actuellement, au risque de provoquer une véritable catastrophe économique planétaire. C'est à eux de payer pour que l'économie redémarre. C'est à eux de payer pour enrayer le chômage. Et il faudra les y obliger. Il faudra se battre pour cela.(…)

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE À MONTBELIARD

Samedi 6 et dimanche 7 mars

Halle polyvalente de Montbéliard

MEETING avec ARLETTE LAGUILLER le 7 mars à 15 h

Poste de Paris 9e

UNE REPRISE AVEC DE L'AMBIANCE

Depuis la reprise du travail, mercredi 25 février, l'ambiance à la distribution de Paris 9e est toujours bonne, au point que nombreux sont ceux qui se disent prêts à "remettre ça" rapidement.

Et en effet, dès 6 h 45 le matin de la reprise, on a bien failli repartir en grève quand le directeur, qui avait disparu pendant toute la grève, a voulu nous empêcher de remonter tous ensemble à la distribution : il voulait qu'on rentre un par un, la tête basse. Aussitôt des cris s'élevèrent : *"Alors on se remet en grève et on bloque le bureau"*. Et, rigolards, on l'avertit qu'on allait chercher des huissiers pour faire constater une entrave à la liberté du travail... de sa part, puisque la semaine précédente c'est lui qui avait tenté de traîner un certain nombre de grévistes devant les tribunaux, pour le même motif.

Face à la réaction unanime des postiers le directeur dut reculer, et une assemblée générale de vingt minutes eut lieu à la distribution, regroupant tout le personnel. Ex-grévistes comme ex-non-grévistes écoutèrent les interventions, syndicales et autres, faisant le point du mouvement.

Le bilan de 17 jours de grève n'est pas si mauvais, compte tenu du fait qu'on avait contre nous toute la direction de La Poste de Paris : sur les 44 suppressions d'emplois prévues, la direction en remballe 11. Cela est bien le résultat de la grève car les nouveaux carnets de tri, qui avaient été imprudemment imprimés, doivent être refaits.

Mais surtout, en allant voir d'autres centres et en défilant aux cris de *"Un postier de plus c'est un chômeur de moins"* et *"chômage ras-le-bol"*, nous avons posé le problème à un niveau plus large. Et puis nous avons appris à nous connaître, à nous faire confiance : plus de barrière de brigade, d'âge ou de région entre grévistes ! Et enfin, alors qu'avant certains arrivaient avant l'heure le matin et sautaient les pauses maintenant on arrive à l'heure, on prend sa pause et on travaille à son rythme…

A propos du paiement des jours de grève, la direction a reçu les syndicats jeudi 25 février, le lendemain de la reprise : elle acceptait de payer le premier week-end pour Paris 9, rien pour Paris 10 et Paris 18 qui ont fait une semaine de grève. C'est-à-dire que le deuxième week-end était compté comme deux jours de grève. Cela a beau être "réglementaire" à La Poste, les dimanches sont le plus souvent payés. En tout cas l'annonce de cette décision en assemblée le lendemain matin provoqua immédiatement un refus de tout le personnel de se mettre au travail, tandis que les locaux de la distribution étaient de fait occupés et que, dans certains coins, on parlait déjà de se remettre en grève, et pas seulement sur le paiement des jours de grève. Cela a duré toute la matinée... sauf 20 minutes, car la reprise à 11 h 40 était la condition mise par le directeur pour payer la matinée. Une fois encore en essayant de nous faire baisser la tête, celui-ci devait céder le paiement du 2ème dimanche de grève.

Mardi matin 2 mars, les syndicats ont refait une assemblée, interdite cette fois-là, pour rendre compte de la première séance de discussion, dite "table ronde", prévue à l'issue de la grève pour revoir les projets de réorganisation sur Paris. Si le projet dans les autres centres parisiens était déclaré "gelé" et si le deuxième samedi de grève était déclaré payé sur Paris 9, il n'y avait rien de plus sur les suppressions d'emplois, ce qui a déçu une bonne partie des grévistes qui attendaient un peu de ces négociations.

Durant la grève...

GAMMA

En tout cas si pour le moment la grève est finie, quand la direction de La Poste dit qu'à Paris 9 *"c'est une affaire classée"*, si elle y croit, elle est bien la seule.

La nouvelle organisation ne sera mise en place qu'en mai et, pour l'instant, on a tous le moral et on est bien décidés à faire le maximum pour lui mettre des bâtons dans les roues.

Correspondant LO

Poste du Havre

VICTOIRE APRÈS QUATRE SEMAINES DE GRÈVE

Lundi 1er mars au soir, à la Poste du Havre, les grévistes sablaient le champagne, et c'était la fête.

Après quatre semaines de grève, la direction avait reculé : elle renonçait aux onze suppressions d'emploi prévues, et au passage de 37 heures à 39 heures. De plus, sur les 25 jours de grève comptabilisés, 20 seront payés (ou plus exactement remboursés sous forme de primes).

En guise de "contrepartie", la direction demandait aux postiers de s'engager à un "effort de productivité". Mais les postiers havrais ont su montrer leur force, et ce n'est certainement pas le moment de leur demander de trop retrousser leurs manches !

Mardi matin, les grévistes rentraient tous ensemble et faisaient le "tour du propriétaire" en cortège.

Leur détermination a payé et la direction, arrogante au début du mouvement, a dû reculer, car ils avaient suffisamment à cœur leurs revendications pour continuer à les défendre et poursuivre la grève.

De plus, au cours de la grève, les postiers du Havre ont eu l'occasion de mieux se connaître, de tisser de nouveaux liens, au travers des assemblées générales, des discussions, des manifestations, des collectes. Et ils ont prévu de fêter leur victoire par un grand repas à la cantine de la Poste le samedi 27 mars.

Correspondant

À Metz

LES TRAVAILLEURS CONTRE LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Gamma

La manifestation de Metz.

Mercredi 24 février, plus de 10 000 personnes, venues de toute la Lorraine, se sont retrouvées dans les rues de Metz pour manifester contre les plans de suppressions d'emplois et les attaques patronales qui se multiplient. Grundig, Houillères du Bassin de Lorraine, Gerlach, Elf Atochem, Sollac, Safc et Unimétal, toutes les entreprises étaient représentées. Il y a longtemps qu'on n'avait pas vu un cortège d'une telle ampleur, s'étalant ainsi sur plusieurs kilomètres.

La plupart des installations ont été paralysées par la grève durant 24 heures. Des barrages s'étaient mis en place dès 4 heures du matin autour des usines ; routes et voies de chemin de fer étaient bloquées comme en 1979 ou en 1984…

Cette manifestation qui, pour une fois, se faisait à l'appel de tous les syndicats, a redonné le moral à bien des travailleurs, surpris de se retrouver si nombreux, même si la plupart restent conscients qu'il faudra une riposte d'une tout autre ampleur pour mettre en échec les plans de licenciements en cours.

Avec 100 000 demandeurs d'emplois dans la région et des licenciements économiques qui ont progressé de 30 % en 1992, la Moselle fait partie des départements qui sont les plus touchés par le chômage, même si François Mitterrand s'est voulu rassurant à la télé, en répondant à une auditrice que, *"certes, le score n'est pas brillant, mais il y a pire !"*… Pas de quoi pavoiser !

Les démolisseurs

Un rapport avait été présenté devant la Commission européenne, prévoyant 50 000 suppressions d'emplois dans la sidérurgie (sur 380 000) et une diminution de la capacité de production de 26 millions de tonnes pour l'acier brut et 18 millions de tonnes pour les produits laminés.

Eh bien, les experts européens estiment que ce n'est pas suffisant. Ils réclament des fermetures supplémentaires !

Pendant que des milliards d'individus, sur la terre, vivent dans le dénuement, voilà le grave problème qui préoccupe nos dirigeants : comment fermer encore plus d'usines pour augmenter les bénéfices !

Les travailleurs n'ont pas de patrie

Dans la Ruhr aussi plus de dix mille sidérurgistes ont manifesté leur colère contre le nouveau plan de licenciements. En Allemagne comme en France, les patrons de la sidérurgie ont programmé de vastes restructurations qui vont entraîner des dizaines de milliers de suppressions d'emplois : 7 000 chez Thyssen, 2 000 à Dortmund, et 10 000 dans l'ex-RDA. Des sites entiers vont être rayés de la carte.

Ici, certains essaient de nous présenter les travailleurs allemands comme des "nantis", en nous disant, en gros, que s'il n'y a plus de commandes en Lorraine, c'est parce que *"tout part de l'autre côté de la frontière"*…

On voit ce qu'il en est…

Extaits du bulletin Lutte Ouvrière Unimetal - Gandrange-Rombas.

Chausson Creil
Une mobilisation qui se maintient

L'USINE AU RALENTI

Après que la direction a fait savoir qu'elle payerait intégralement les trois jours d'arrêt total de la production des 19, 22 et 23 février suite à la publication de la liste des postes supprimés, l'usine Chausson de Creil s'est remise à fonctionner mercredi 24 février... mais au ralenti !

La direction, qui a annoncé à la majeure partie des salariés des secteurs Renault que leur poste était supprimé (alors que ce sont les fabrications Peugeot qui s'arrêtent), et cela parce que le personnel de ces secteurs est plus combatif, se trouve prise à son propre piège. Les ouvriers ont déclaré : *"Mon poste est supprimé, je n'ai plus à travailler"*. Et comme la petite maîtrise a eu le même sort, elle non plus ne fait pas grand-chose. Du coup, il n'y a quasiment plus personne pour commander et les chaînes tournent très lentement : à peine un tiers de la production des "Trafic" sort. Il n'y a que la production des 205, justement celle qui s'arrête en avril, qui tourne presque normalement.

De plus, plusieurs centaines de personnes participent régulièrement jusqu'à présent aux assemblées du personnel qui ont lieu tous les deux ou trois jours et qui rassemblent de 800 à 1000 personnes en tout.

Bien sûr la direction Chausson essaye de reprendre les choses en main, mais pour le moment cela patine. D'autant que la direction n'est guère pressée de faire face à ses engagements.

Par exemple, elle n'a pas respecté ses engagements en matière de paye et 200 salariés sont allés envahir les bureaux pour faire rétablir une erreur et pour protester contre le fait que la direction a payé 30 heures en février à ceux qui s'étaient fait pointer dans les rassemblements de la direction pendant la grève.

Alors que des centaines de salariés (plus de 900) ont demandé un rendez-vous à l'Antenne-Emploi (dite de reclassement), la direction générale a tenté de revenir sur certains acquis et pour le moment elle ne reclasse personne. *"Il faut du temps"*, dit-elle. Le temps d'attendre, peut-être, que la pression exercée par le personnel cesse !

Mardi 2 mars, le chef de fabrication a voulu changer d'équipe des membres du personnel Peugeot (dont les postes sont maintenus) pour les muter sur des postes en secteur Renault, là où les ouvriers doivent, eux, partir. Il a dû rapporter vite fait la décision : une très forte délégation a été lui parler "à deux doigts des moustaches" et il s'est engagé à tout annuler et à prévenu du contrordre, chez elles, par téléphone, les personnes à qui il avait demandé de changer d'équipe.

Certes, il y a déjà des dizaines de salariés qui ont quitté d'eux-mêmes l'usine. Mais la direction a en face d'elle des gens décidés à se défendre et la menace permanente d'un rebondissement du conflit.

Correspondant LO

ELM-Leblanc (Drancy - 93)

À FORCE DE CHAUFFER, ÇA VA SAUTER?

(Ph LO)

■ A ELM-Leblanc, entreprise qui fabrique chauffe-eau et chaudières à gaz, la situation a rapidement changé pour les travailleurs, ces dernières semaines.

Auparavant, ELM était connue non seulement pour ses bas salaires et ses mauvaises conditions de travail mais aussi pour être l'une des rares usines qui embauchait un peu, en permanence. Ainsi, entre 1989 et 1992, l'effectif total était passé d'un millier à 1350 environ.

Les choses ont commencé à changer à la fin du mois de novembre 1992, après que la direction eut annoncé en réunion de Comité d'entreprise qu'une trentaine de jeunes en CDD ne seraient pas repris à la fin de leur contrat. Puis, fin janvier 1993, elle annoncait qu'à partir du 1er février, les ouvriers ne travailleraient plus "que 39 heures" par semaine, alors que depuis des années et au mépris de la durée légale du travail, l'horaire à l'usine variait de 39 h 30 à 41 h 30 selon les secteurs. Bien évidemment, cette baisse des horaires s'accompagnait d'une baisse des salaires allant, selon les postes, de 100 F à 800 F.

En réaction, quelques travailleurs, parmi les plus anciens, prenaient alors l'initiative d'aller voir le patron à quatre, puis à douze... mais sans résultat.

Depuis, la direction ne s'est pas arrêtée là. Elle a en effet annoncé à partir du 1er mars, une mise en chômage partiel ; nous ne ferions plus que 35 heures par semaine, en ne travaillant plus le vendredi matin comme cela se faisait auparavant. Avec cette réduction autoritaire du temps de travail... et la réduction encore des paies, la direction laisse aussi planer la menace de licenciements futurs. Et à l'heure actuelle, l'inquiétude règne à l'usine, renforcée par la présence d'un cabinet d'audit et d'un "chef de projet industriel".

Mais si les travailleurs sont inquiets, ils sont aussi révoltés. Et il y a de quoi !

En effet, lundi 1er mars, la direction a fait augmenter la production de chaudières, de chauffe-eau et de chauffe-bains, voulant faire réaliser en quatre jours ce qui était auparavant monté en quatre jours et demi ! Par exemple, pour les chauffe-eau, la production devait passer de 160 à 175 appareils par jour ; aux chauffe-bains, il faudrait faire 25 appareils de plus ; aux dosserets, 68 ; sur la chaîne GLM, de 550 appareils on passerait à 618 ; au Tourniquet, au brasage des tubes, de 910 la production augmenterait à 930 ; 6 corps de chauffe en plus par jour également au Carrousel, etc.

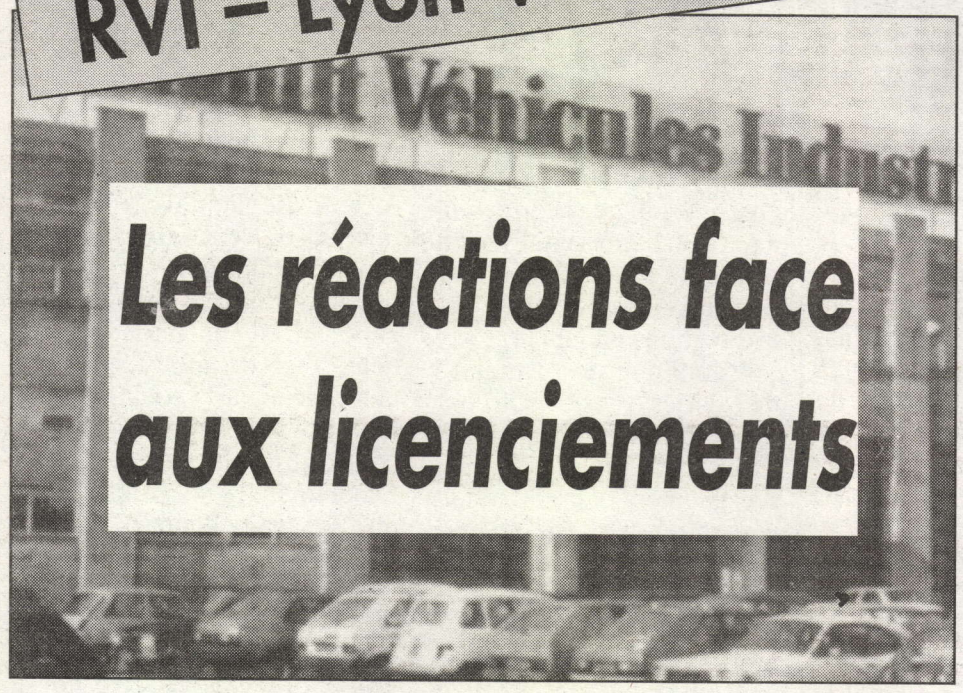
Pour comble de cynisme, au moment même où elle augmente sa production, dès le premier jour de chômage partiel, la direction invoque comme justification de ces mesures une mévente des chaudières, surtout à l'exportation !

Au-delà du sentiment d'inquiétude face à l'avenir, il existe maintenant à ELM un petit sentiment de colère. La preuve : quand les délégués passent faire une information dans les ateliers, les ouvriers arrêtent spontanément le travail pour les écouter. De plus, la présence massive des travailleurs aux assemblées syndicales d'information montre qu'ils ne sont pas dupes du baratin de la direction. A ELM, aujourd'hui, nous savons tous que pour garantir notre avenir, il est temps de réagir aux mauvais coups du patron.

Correspondant LO

RVI – Lyon Vénissieux

Les réactions face aux licenciements



(Ph. Arc)

■ Dès que la direction de RVI (Lyon-Vénissieux) a commencé à convoquer les licenciés, les travailleurs de Renault-Véhicules-Industriels ont commencé à réagir et il y a eu des débrayages lundi 22, mardi 23 et mercredi 24 février.

C'est le lundi 16 décembre dernier que la direction de RVI avait annoncé la suppression de 1348 emplois dont 484 à l'usine de Vénissieux (avec 193 FNE). Pour la direction, il s'agit du 15e PAC "Plan d'Amélioration de la Compétitivité". La direction a essayé, comme d'habitude, de trouver suffisamment de volontaires au départ avec une prime dérisoire de 50000 F... et, nouveauté, en proposant le travail à mi-temps aux salariés de moins de 50 ans, compensé à 70 % la première année et 60 % la seconde. Avec des salaires inférieurs à 6 000 F, elle n'a trouvé des volontaires qu'en faisant pression sur des travailleurs. Dans certains secteurs les chefs convoquaient les compagnons, leur disant : *"C'est ça ou la porte"*. Quelques-uns signaient ainsi des demandes de mi-temps.

Depuis décembre, à l'usine de Vénissieux, l'ambiance était plutôt à l'inquiétude et cela d'autant plus que certains ateliers ont chômé une dizaine de jours en décembre et en janvier.

Mais quand les noms ont commencé à être connus et qu'on s'est aperçu que les licenciés sont pour la plupart des travailleurs avec des problèmes de santé et anciens dans l'entreprise, cela a provoqué l'indignation, et les secteurs touchés ont débrayé, notamment la Fonderie où il y a 29 licenciés et les employés du Labo. Du coup, quelques licenciés du Labo ont obtenu des promesses de reclassement à l'usine Ponts. Le lundi soir à la Fonderie, le chef du personnel a été bloqué dans son bureau plusieurs heures ; le mardi les débrayages se sont multipliés, enfin le mercredi l'ensemble de l'usine a arrêté le travail deux heures et demie, les ateliers étaient vides. Le même jour, l'équipe du soir est montée dire ses quatre vérités à la direction.

Enfin, le vendredi 26 février, bien que les trois quarts de l'usine soient en chômage technique, une trentaine de licenciés et l'atelier de montage des autobus montaient à nouveau à la direction. Les licenciés étaient particulièrement virulents, certains menaçant de *"casser la gueule"* au directeur. Ainsi, tous ceux qui ont participé à ces mouvements ont tenu à marquer leur indignation face aux méthodes de la direction.

Correspondant LO

Motorola (Toulouse)

PLUS RAPACE QU'UN PATRON, DEUX PATRONS !

LO

Motorola, trust américain de l'électronique, se vante d'exploiter plus de 100 000 travailleurs dans le monde entier. Le but des patrons de Motorola-Toulouse, comme celui de n'importe quel patron français, est de faire le profit maximum. L'objectif du nouveau projet d'horaires est de faire tourner les machines 24 h sur 24 et 365 jours par an, avec augmentation du temps de travail et… baisse des salaires. Il faut le faire !

Nous sommes 1800 à l'usine de Toulouse. La production y est organisée en continu par quatre équipes différentes : deux équipes alternées pour la journée, une équipe permanente de nuit et une équipe de week-end à temps partiel. Nous ne sommes pourtant pas un service public ou un hôpital : nous produisons des "puces" et divers composants électroniques ! Mais il reste des plages horaires dans lesquelles la direction trouve que la production n'est pas optimale.

Elle vient donc de sortir un "projet d'accord d'entreprise sur un nouvel aménagement des horaires en équipes". En fait, cela fait plus de trois mois que des réunions sont organisées service par service par la petite maîtrise pour sonder le personnel et voir jusqu'où il ne faut pas aller trop loin sur la question des horaires.

Le projet réorganise toutes les équipes en réussissant le tour de force d'augmenter le temps de travail réel par la suppression de pauses, et même de diminuer les salaires par la baisse de certaines primes. D'autre part, ce projet prévoit le travail de nuit pour les femmes.

Pour les équipes de journée, pour moitié féminines, ce projet se traduit donc par plus de travail par la suppression d'une pause, mais surtout de fortes pressions à la mutation dans les autres équipes. La mutation en nuit par exemple veut dire, à 35 ans ou 40 ans, se retrouver à faire des horaires inhumains. La mutation en week-end c'est, en plus d'un bouleversement de la vie familiale, une perte de salaire importante. Ceux qui ne seront pas mutés auront à assumer le travail de ces derniers. Bonjour la cadence !

Pour l'équipe de nuit, la direction intègre une demande de l'équipe : travailler 4 nuits par semaine, au lieu de 5 actuellement. En fait, il s'agit de dégager une plage horaire de 60 heures en week-end pour pouvoir y organiser 3 équipes de 2 x 10 h. Pour la nuit cela supposerait donc des nuits de 9 h 10, ce qui est déjà inacceptable. Mais pour compenser la baisse hebdomadaire du temps de travail, les gars de nuit devront fournir en plus 9 semaines à 5 nuits, soit 45 h 50 quand la direction le décidera, en mai, juillet ou août. Et tout ceci, avec perte de salaire (un panier de moins, baisse de la prime d'équipe, etc.).

Si un tel projet se met en place, ce sera bien sûr pour augmenter la productivité. Et il est probable que l'on nous parlera alors de sureffectifs (la direction en parle déjà).

Nous n'en sommes pas encore là. Le projet se heurte à un rejet quasi général du personnel. Et, bien que le projet soit encore tout frais à l'heure où nous écrivons, il y a des travailleurs qui parlent de grève. Rien n'est encore joué. Et les patrons de Motorola à force de croire que tout leur est permis risquent bien de provoquer la tempête.

Correspondant LO

Thomson

UN PDG QUI DÉPLACE DU MONDE... CONTRE LUI !

LO

Depuis quelques semaines, le PDG de Thomson fait le tour des centres, et particulièrement de ses cadres dirigeants. A-t-il besoin de leur soutien pour passer le cap de mars 1933 ? En tout cas, s'il est arrivé en 1982, grâce à l'équipe de Chevènement, depuis il a navigué au gré du vent, à droite comme à gauche, au gouvernail automatique.

Mais les salariés n'ont cure de ses manœuvres ; ce qu'ils voient c'est une accentuation du blocage des salaires, depuis début 1993, généralisé aux ingénieurs et cadres. Tout cela s'accompagnant des restructurations permanentes et des licenciements habituels.

Les visites du PDG dans certains centres Thomson sont l'occasion pour les salariés de montrer leur mécontentement au responsable de cette politique. La première en date était la manifestation des salariés de la filiale informatique de Thomson-Syseca à Buc, avec banderoles et slogans ; la dernière à Thomson-Gennevilliers le 22 février.

Pour l'instant, la manifestation la plus importante (la concurrence est ouverte) a eu lieu à Bagneux où, au cours d'un débrayage de 200 personnes, a été approuvée l'initiative d'un "comité d'accueil" pour la venue du PDG annoncée pour le lendemain.

Suite à cet appel, la direction avait dépêché cinq directeurs auprès des délégués syndicaux. La majorité d'entre eux se sont alors engagés à veiller à ce que cela se passe bien pour le PDG, moyennant la réception d'une délégation.

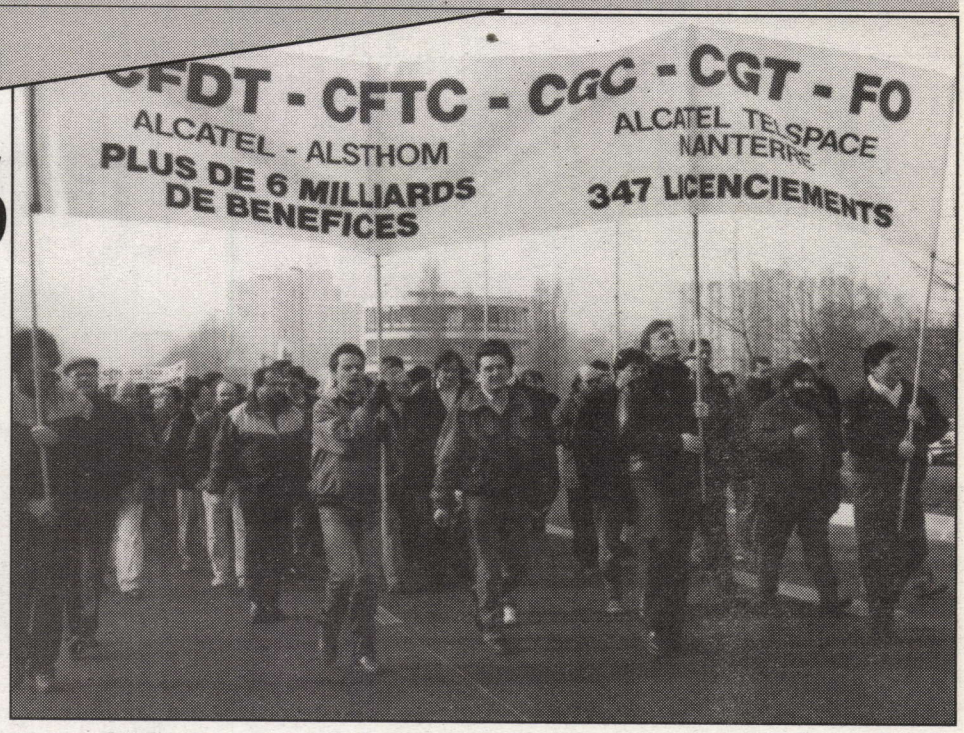
Mais à l'arrivée du PDG, la délégation prévue par les syndicats s'élargit aux quelque quatre cents personnes présentes ; le PDG la laissa en plan. Aux délégués qui lui demandaient un débat, il répondit en les renvoyant aux interlocuteurs habituels du Siège. Et voyant quand même que l'assistance devenait plus nombreuse que les délégués et commençait à crier *"Gomez, du pèze !"*, le PDG préféra rompre la politesse et aller rejoindre les cadres supérieurs, plus "cools" sans doute…, mais pas du tout d'accord non plus avec leur grand patron.

Son départ fut accompagné de sifflets bien mérités et auxquels il n'est pas habitué… A force de provoquer les salariés, le PDG de Thomson finira-t-il par rencontrer des réactions salutaires ?

Correspondant LO

Alcatel Telspace (Nanterre - 92)

LES PROTESTATIONS CONTRE 347 LICENCIEMENTS CONTINUENT



■ Depuis cinq semaines, les 1700 travailleurs d'Alcatel-Telspace à Nanterre restent sous la menace d'un plan de licenciements qui devrait supprimer 347 emplois, dont 240 licenciements "secs".

Si les travailleurs ne sont pas encore décidés à se mettre en grève, dans la quinzaine qui vient de s'écouler, ils ont profité de plusieurs occasions pour manifester leur mécontentement et dénoncer la politique d'une direction qui appartient à un groupe multinational, Alcatel-Alsthom, qui augmente chaque année ses bénéfices de 20 %.

Les "Alcatel" de Nanterre sont allés manifester à 250 devant la préfecture, tandis que le préfet recevait les représentants des syndicats. Les pouvoirs publics ont proposé une table ronde entre la direction, les syndicats et eux-mêmes, qui se tient cette semaine, dont il n'y a évidemment pas grand-chose à attendre.

A deux reprises, les travailleurs ont rendu visite à des filiales du groupe : ATR, qui se trouve à Colombes à côté de Nanterre, et la CIT- Alcatel à Vélizy. Pour les participants, 120 à 150 à chaque fois, c'était une bonne occasion de faire connaître le plan de licenciements à d'autres travailleurs du groupe. Les participants, qui n'étaient pas systématiquement les mêmes, sont revenus à chaque fois contents et regonflés. Ce qui a entraîné un petit "bouche à oreille" favorable à la troisième visite du même genre qui doit avoir lieu à La Verrière où un plan de plus de 400 licenciements a été annoncé.

Dans certains secteurs un peu plus chauds que d'autres, ces visites ont été l'occasion de confectionner des banderoles ou des papillons - l'informatique est pleine de ressources ! Du coup, dans certains secteurs, on ne peut pas dire qu'il soit sorti beaucoup de production à ces occasions. L'avant, le pendant et l'après occupaient toutes les pensées. D'autant qu'avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête, on n'a guère le cœur à l'ouvrage.

La direction préférerait que tout le monde soit à son poste somme si son plan n'existait pas, mais elle reste prudente en matière de remise en ordre.

Il demeure que pour avoir quelques chances d'entraver le mécanisme qui s'est mis en marche et qui doit écarter 347 travailleurs de plus de leur emploi (la liste des noms devrait être connue fin mars), les travailleurs d'Alcatel-Telspace ne pourront pas faire l'économie de la grève.

Correspondant LO

Air France

LO

LES "ALTERNANTS" ONT FORCÉ LA DIRECTION À LES EMBAUCHER

AFP

Des cadres de la direction retenus par des élèves mécaniciens, le 25 février, dans une salle du Siège

■ Jeudi 25 février, à la veille du jour où la direction d'Air France devait mettre à la porte une centaine de jeunes mécaniciens- "alternants", travaillant aux ateliers d'entretien réparation, plusieurs dizaines d'entre eux ont pris le mors aux dents.

Il faut dire qu'ils étaient plus que las d'être lanternés. Depuis des semaines ils étaient ballotés entre un président d'Air France (qui prétendait s'occuper "personnellement" d'eux) et les ministres du Travail et des Transports, Aubry et Bianco. Ces deux ministres du PS n'étaient certes pas avares de propos exprimant leur "souhait" de voir Air France les embaucher, mais ils se montraient rien moins que pressés de forcer un président de société nationalisée, qui plus est proche du PS, à respecter une promesse d'embauche faite par contrat. Une promesse qui avait été effectuée dans le cadre de la formation en "alternance", une "recette" de Cresson, du temps où elle était Premier ministre, censée assurer un emploi aux jeunes.

Ah, quand il s'était agi de faire travailler ces jeunes plusieurs mois en empochant au passage 60 F par heure de cette "formation", Air France n'avait pas dit non. Mais, venu le moment de conclure par une embauche, malgré des mois de travail dans les hangars ou les ateliers, alors là, Air France ne pouvait plus…

Du moins c'est ce que la direction prétendait jusqu'à ce jeudi 25 février où des "alternants" ont profité d'un Comité central d'entreprise pour s'inviter au Siège social et y retenir à discuter plusieurs hauts cadres.

Et la discussion s'éternisant, la soirée passa, puis la nuit, le matin enfin... la direction mettant finalement les pouces en début d'après-midi en annonçant que tous seraient embauchés. Certes pas tous, ni tout de suite, comme mécaniciens, mais à Air France (ou dans des sociétés du groupe) qui plus est non pas avec des CDD mais avec des contrats à durée indéterminée.

A la division "DM" d'Air France, à Orly Nord, la nouvelle a été accueillie comme un succès des alternants, surtout en ce moment où la direction lance son troisième "plan social".

Ainsi, par leur détermination, quelques dizaines de jeunes ont forcé à céder une direction qui ne jure plus que par les économies à réaliser sur les salaires, les horaires et les effectifs... Si cela a été possible à une centaine de jeunes ouvriers, qu'est-ce que ce serait si, par exemple, les 5000 travailleurs de la DM, à leur tour, se mettaient à taper du poing sur la table...

Correspondant LO

Dans les entreprises

Snecma (Région parisienne)

Une action d'ensemble est toujours à l'ordre du jour

Dans les différents centres SNECMA les deux premiers jours de chômage partiel viennent d'avoir lieu. Les salariés ne se résignent pas devant ce nouveau plan de la direction de 20 jours de chômage et de blocage des congés pour 1993. Surtout qu'il est apparu manifeste que ce n'était pas la baisse de la charge de travail qui le justifiait ; à Gennevilliers, au retour du week-end prolongé, on a pu voir les chefs venir faire pression sur les compagnons pour rattraper le retard ! L'accueil a été : *"On vient de s'asseoir sur 400 balles, alors tu repasseras !"*

Vendredi 19 février, premier jour du chômage, les syndicats avaient organisé quelques actions par centres. La plus nombreuse a réuni environ 300 travailleurs en manifestation dans les rues de Melun. Si ces actions ont rencontré un succès relatif, c'est que d'une part de nombreux salariés voulaient profiter de ces quatre jours de congés forcés, et d'autre part que cela ne correspondait pas à l'aspiration, exprimée notamment à Gennevilliers et à Villaroche, d'une manifestation générale de tout le groupe.

D'ailleurs, les jours précédents, les salariés les plus déterminés à une action de tous les centres ne sont pas restés inactifs. Une quarantaine d'entre eux, des SNECMA de Gennevilliers et de Villaroche et de la SOCHATA, sont allés distribuer un tract au centre de Corbeil pour entraîner un maximum de travailleurs de ce centre sur l'idée d'une manifestation commune.

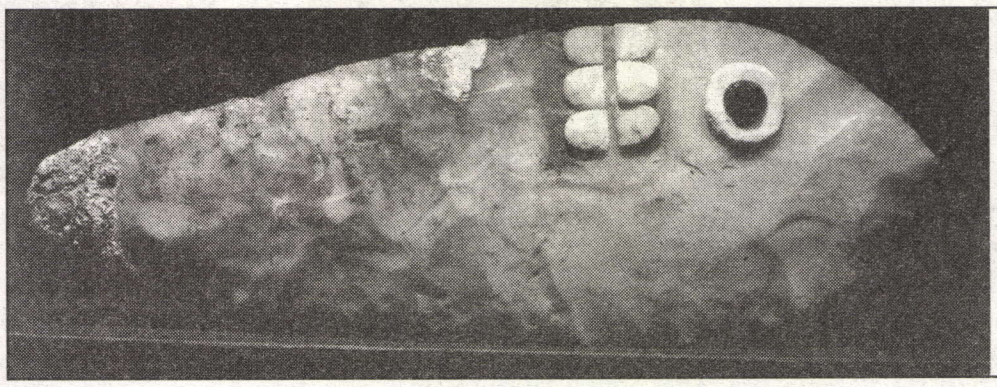
Cette prochaine étape semble peu à peu se préciser malgré les réticences de certaines organisations syndicales à vouloir l'organiser. La date du 11 mars a cependant été avancée pour une manifestation au GIFAS, siège du patronat de l'aéronautique. "Pas trop tôt" disent de nombreux travailleurs. Ces derniers jours, la descente des pêcheurs bretons sur Rungis a été largement commentée. Cela donne des idées à ceux qui ont le plus envie de riposter.

Correspondant LO

Exposition

Mémoires d'Amériques

au CNIT Paris-La Défense



Couteau en silex, Aztèque, vers 1400 après J.C.

Il est rare d'éprouver une émotion aussi intense, faite de tristesse et de révolte, en visitant une simple exposition. Celle-ci - *"Mémoires d'Amériques"* - est remarquable tant par ce qu'elle évoque que par la façon dont elle y réussit.

Sans grands discours, par petites touches successives où alternent de courts films-vidéo et de très beaux objets sauvés des massacres et des pillages, le tout baignant dans une musique elle-même survivante, on arrive à percevoir tout à la fois ce que furent les cultures des peuples des deux Amériques précolombiennes, leur quasi-extermination par les colons européens, mais aussi la naissance de nouvelles civilisations par le choc même avec l'apport espagnol et portugais au Sud et anglo-saxon au Nord.

Figurine assise, Mexique, 1000 à 500 av. J.C.

Muni d'écouteurs, le visiteur voyage de salle en salle, découvre les Antilles et les Caraïbes avec un Colomb plutôt bête et méchant, les Aztèques avec Cortès "le métisseur" intelligent et calculateur, les Incas avec un Pizarro massacreur, puis remonte vers le Nord, traverse les villages des Indiens agriculteurs Pueblos, à la rencontre des tribus indiennes nomades aux mœurs diverses mais unies par un même respect de la nature...

Cultures à la fois vivantes car elles se survivent encore mais aussi cultures mortes car les vainqueurs les ont longtemps niées, se contentant de les enfermer dans des musées poussiéreux, comme pour mieux faire oublier quels génocides, quels crimes contre l'humanité ont présidé à leur disparition avant de donner naissance aux sociétés actuelles.

Une exposition un peu chère (45 F tarif normal et 35 F avec réduction enfants, étudiants, etc.) mais dont on oublie vite le prix tant elle est à la fois belle, émouvante et bien faite. A voir rapidement car elle n'est prolongée à Paris que jusqu'au 28 mars, avant de partir pour Strasbourg.

Alain MARQUET

CNIT-La Défense - Espace Benjamin Franklin - Tous les jours de 10 h à 20 h.

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	208 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :

.....

(rayer la mention inutile).

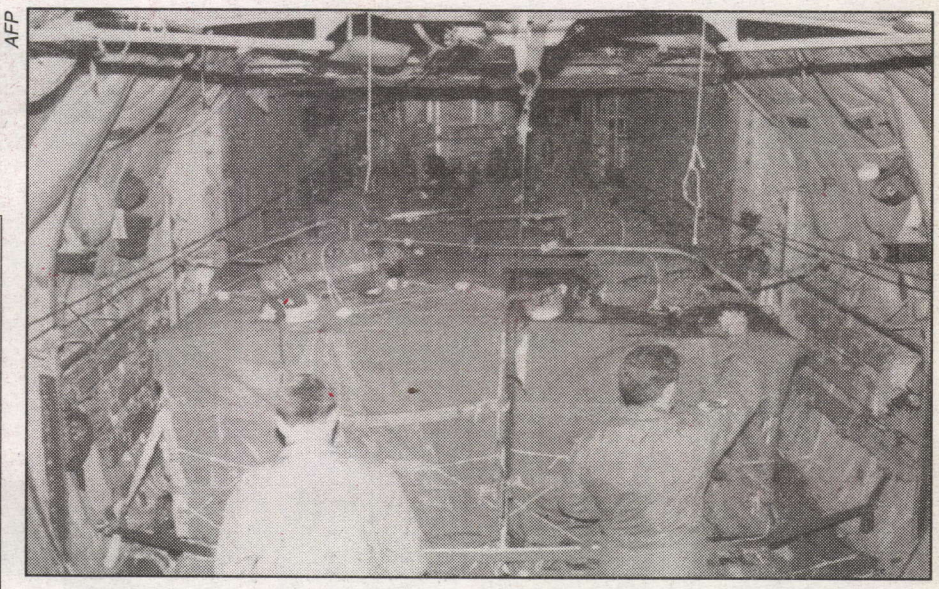
Ci-joint la somme de : .....

Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Bosnie

Les parachutages américains

CLINTON AU-DESSUS DU CONFLIT


AFP

Chargement de vivres dans un avion américain.

Après maints atermoiements et supputations, l'aviation américaine a fini par faire, le 1er mars, ses premiers parachutages de vivres au-dessus des zones musulmanes assiégées de Bosnie orientale. Au cours des deux premières nuits de l'opération, un total de 40 tonnes de vivres et de médicaments ont ainsi été larguées au-dessus de deux enclaves musulmanes.

Pour spectaculaire que soit l'opération, le volume des secours largués n'en est pas moins dérisoire, surtout comparé aux mille tonnes qui seraient acheminées chaque jour en Bosnie par voie terrestre sous la houlette des "Casques Bleus". En matière de vivres, le largage du 1er mars se constituait par exemple d'un repas prêt à consommer pour chaque habitant de l'enclave de Cerska à laquelle ils étaient destinés. Mais le 2 mars, l'aviation US est passée à une autre région et il reste encore plusieurs autres enclaves à servir...

Encore les généraux américains sont-ils eux-mêmes sceptiques quant au sort des containers parachutés. Vingt-quatre heures après le premier largage, des images satellites ont révélé que neuf des trente containers étaient restés intacts. De l'aveu même des spécialistes la précision de ces largages n'est guère brillante - de 500 à 4000 mètres d'erreur possible dans des conditions atmosphériques courantes, en tout cas assez pour que dans un relief accidenté comme celui de la Bosnie orientale, où de surcroît les lignes de combats sont plutôt floues, les containers soient en fin de compte hors de portée de leurs destinataires, si tant est qu'ils les aient repérés.

Autant dire que la nouvelle opération Clinton tient plus du symbole que de l'efficacité. Quand il veut se montrer efficace, l'impérialisme américain s'y prend autrement. Lors de la guerre du Golfe, il a eu recours à des milliers de bombardiers et de chasseurs de protection pour déverser des centaines de milliers de tonnes de bombes, avec semble-t-il bien plus de précision, pour être sûr de réaliser ses objectifs dans les temps les plus courts ; quitte à bombarder vingt, trente, cent fois, les mêmes cibles.

De toute façon, l'humanitaire, puisque c'est sous ce signe que Clinton place son cirque aérien, n'est qu'un moyen et pas une fin dans la politique des USA. Un alibi, bien sûr, pour mettre de son côté l'opinion publique américaine en ayant l'air de faire quelque chose dans un conflit de plus en plus sanglant et incompréhensible.

Et ce n'est bien sûr pas un hasard si cette initiative, qui passe ostensiblement pardessus la tête (au sens propre comme au figuré) des dirigeants des factions serbes et croates de Bosnie, est intervenue au moment même où devaient reprendre à New York les pourparlers sur le plan de paix Owen-Vance. Dans ces pourparlers, les containers de Clinton servent aussi à laisser entendre que l'impérialisme américain serait prêt à passer outre, sur le terrain, aux interdictions des uns et des autres, et à intervenir directement.

Il n'est pas dit bien sûr que cela soit efficace, car les diverses factions bosniaques peuvent aussi constater que les dirigeants américains ne semblent pas vraiment décidés pour l'instant à aller plus loin.

Mais quoi qu'il en soit, pour les dirigeants américains, que les assiégés bosniaques crèvent ou non de faim est finalement le cadet de leurs soucis.

François ROULEAU

Somalie

L'alibi humanitaire de plus en plus lointain

LES MARINES TIRENT ET TUENT

Pendant plusieurs jours, entre le 23 et le 26 février derniers, des affrontements ont opposé l'armée américaine aux partisans d'Aïdid, un des chefs de clans somaliens. Celui-ci avait mobilisé ses partisans pour manifester dans la capitale, Mogadiscio, devant l'ambassade des États-Unis, l'ambassade de France et le siège de l'Action Humanitaire France (ACR). Ce chef de clan reproche notamment aux États-Unis et à leurs alliés de favoriser un de ses rivaux, Mohamed Saïd Hersi, surnommé le général Morgan, un gendre de l'ancien dictateur Syad Barre. Les manifestants criaient notamment : *"Go home Americans"*.

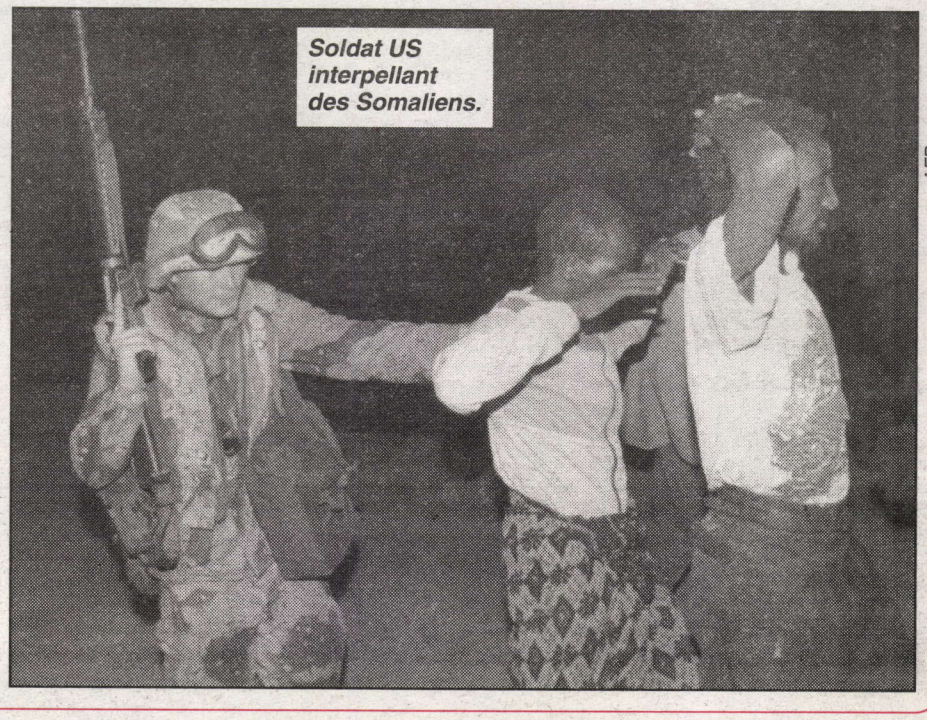
Selon les observateurs et les images diffusées par les télévisions, ces affrontements semblent avoir été les plus violents à Mogadiscio depuis que les troupes alliées y ont débarqué à la fin de l'an dernier. En décembre, quand il fallait justifier le débarquement de l'armada impérialiste, les porte-parole américains avaient cyniquement expliqué qu'ils étaient prêts à *"tuer pour nourrir"*. Il n'est désormais plus guère question de "nourrir" puisque, paraît-il, la mission humanitaire serait désormais achevée. Apparemment c'est la partie la moins avouable de la "paix américaine" qui est désormais à l'œuvre.

Si les manifestants jetaient des pierres, les "marines" mais aussi leurs alliés, italiens et australiens notamment, n'ont pas hésité à tirer et pas seulement en l'air pour disperser les manifestants. Neuf Somaliens au moins auraient trouvé la mort. Peut-être plus, mais la presse est beaucoup moins bavarde sur ce point qu'au temps où elle aimait photographier certain ministre en porteur de riz.

Le calme n'est revenu que parce que les troupes américaines ont raccompagné les partisans de "Morgan" dans le secteur hors de Mogadiscio qui leur est assigné. Quant à l'autre clan, ses leaders ont promis de recommencer aux prochains signes de soutien au clan de Morgan.

En attendant, ces opérations de police et ces manœuvres de coulisses de l'impérialisme, pour essayer de choisir un clan sur lequel s'appuyer, ne cherchent même plus l'alibi de l'humanitaire. La toute récente décision du maintien des troupes américaines en Somalie vient également rappeler que ce qui est en jeu ici n'est pas tant de rassasier les populations affamées que de ramener dans cette région du monde un ordre conforme aux intérêts de la poignée de brigands impérialistes qui dominent le monde entier.

J. F.


Soldat US interpellant des Somaliens.

AFP

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995